



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

«Ne pesez pas plus qu'une flamme
et tout ira bien.»

Henri Michaux



Squat à ouvrir !



M 02137 - 1715 - F: 2,00 €



Anarchisme palestinien PAGE 12



Une fois n'est pas coutume, cet éditto ne parlera pas de problèmes de société ni même de politique à proprement parler. Pour une fois, nous allons parler de nous, les anarchistes, de nos accès de mélancolie et de notre «drapeau noir en berne sur l'espoir». Combien de fois dans une vie militante se dit-on : «À quoi bon?» Combien de fois nous sentons-nous découragés face à l'ampleur de la tâche devant nous, devant ceux qui nous combattent comme devant ceux qui s'en foutent? Dans ces moments-là, il est tentant de baisser les bras et de se décharger sur les copains. Se réfugier derrière «d'autres le feront» revient à souscrire à la vieille croyance capitaliste du «nous sommes tous remplaçables». Eh bien, non. Les débats que nous n'organiserons ne seront pas organisés. Les tracts que nous ne distribuerons pas ne seront pas distribués. Les livres que nous n'écrirons pas ne seront ni écrits, ni publiés, ni lus. Assez de jérémiades sur ce pauvre monde qui crève, si éloigné de notre idéal libertaire, et sur nous-mêmes, nos défauts, nos faiblesses. Prenons quelques instants pour faire le constat de notre impuissance actuelle vis-à-vis de certains événements: Syrie, mouvements sociaux tièdes... Ce constat douloureux nous est nécessaire. Associé à un retour sur les apprentissages de l'action passé, il sera moteur de l'action future. Si «la plus petite fortune, le plus mince établissement, la mise en place de la plus chétive industrie, exige un concours de travaux et de talents si divers, que le même homme n'y suffirait pas» (Pierre-Joseph Proudhon), notre intelligence collective se doit de s'ouvrir sur des apports nouveaux et extérieurs, tant du point de vue de la théorie que de la pratique, pour ne pas se scléroser davantage.

Actualité

La Syrie non violente, par P. Sommermeyer, page 3

Rentrée sociale tiède, par R. Pino, page 5

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

Papiers et logement pour tous, par Jean-Sébastien, page 7

Arguments

De la culture du viol, par M. Joffrin, page 9

International

Nationalisme et anarchisme en Palestine, par J. Stephens, page 12

Tunisie : entretien avec Feminism Attack, par Chris et Nat, page 14

À la recherche d'un vieil Antonio (1), par G. Goutte, page 16

Histoire

Sieyès et l'anarchisme, par Erwan, page 19

Le mouvement

François Béranger, un cri libertaire, par A. Pavlowsky, page 21

Illustrations

**Aurelio, Kalem, Krokaga,
Manolo Prolo, Milan, Valère**

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €

6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €

1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Le piège de la guerre



Photo by Jano Charbel (Blog : SHE212)

Pierre Sommermeyer

Fédération anarchiste (Strasbourg)

CELA RECOMMENCE. Comment faire pour éviter de se faire prendre une nouvelle fois ? Comment faire pour ne pas avoir à répondre à cette mise en demeure infâme : si vous êtes contre une intervention militaire, c'est que vous soutenez l'horreur qui a pour nom, cette fois, Bachar al-Assad, mais qui, hier, s'appelait Kadhafi, Saddam Hussein ou bien Ben Laden ou Aqmi. La technique employée par les États bien pensants est à chaque fois la même. Il suffit d'attendre qu'une insurrection se développe et se heurte à une résistance de l'opresseur qui va utiliser des moyens « contre-nature » pour que l'appareil politico-militaire se mobilise et fasse donner ses experts en communication afin de lancer urbi et orbi le message de justification d'une intervention armée. C'est ce qui vient de se passer avec la Syrie.

Petit rappel

Ce que l'on a appelé le « Printemps arabe » démarre en décembre 2010 en Tunisie, s'étend à l'Égypte puis à la Lybie, au Bahreïn, au Yémen, puis en Syrie. Dans un pays où la liberté d'avoir une opinion différente du pouvoir en place n'existe pas, les manifestations qui ont lieu à partir du 15 mars de l'année suivante sont, de fait, des actes de

désobéissance civile et sont réprimés comme tels. Ces manifestations ont entraîné avec elles des formes d'organisation spontanées, horizontales. Pour Cédric Labrousse, observateur français, « il y avait dans cette révolte des choses fortes, qui forçaient le respect : le droit à l'expression la plus claire, l'organisation de comités locaux, des journaux qui se passaient sous le manteau, des banderoles qui défiaient les balles en disant simplement "Nous ne reculerons plus", l'idée d'une égalité certaine et, surtout, une volonté de gueuler contre ce monde où les grandes puissances n'avaient que très peu de différences entre elles lorsqu'il s'agissait de tels événements ». De ces manifestations débouchèrent des actions non violentes, comme celle que raconte Fadwa Suleiman (célèbre actrice syrienne entrée en dissidence contre le régime de Al-Assad) : « C'était l'hiver dernier (2012). Ce jour-là, personne n'osait sortir défiler car la révolution était violemment réprimée. Nous tournions en rond chez nous à Damas, j'ai proposé à mes amies : puisque nous ne pouvons manifester, sortons dessiner sur la place publique ! Nous sommes descendues dans les rues avec nos pinceaux et de la peinture, nous nous sommes mises à dessiner par terre sur d'immenses espaces. Les passants nous regardaient plutôt amusés. Au bout d'un moment, des agents de la sécurité sont arrivés, ils étaient armés, ils nous ont ordonné de partir. Mais je me suis mise à leur répondre. Je voulais instaurer un dialogue, je voulais essayer de traverser cette barrière

entre eux et nous, pour atteindre une partie plus vraie, plus intime. [...] Je leur ai proposé de peindre avec nous. Deux d'entre eux se sont prêtés au jeu. Mais leur chef est intervenu brutalement. Je ne me suis pas laissé démonter, j'ai réussi à le convaincre de, lui aussi, prendre le pinceau, il a alors fait un dessin magnifique, très fin. Nous étions ébahis. Il m'a expliqué que, depuis l'enfance, il était très doué pour les arts, qu'il regrettait de n'avoir pu continuer, et qu'il ne faisait son travail (d'agent de sécurité, chargé entre autres de la répression) que pour gagner sa vie. Ainsi, le meneur de cette bande armée qui terrorisait la population était là devant moi, doux, fragile, sensible.» Cette façon de faire préfigure celle de ces militants turcs qui peignent les marches d'escaliers publics de plusieurs couleurs afin de rappeler au pouvoir qu'ils sont multiples.

Une autre révolution

Quand la répression des manifestations devient trop forte (dès le mois d'août 2011), des militaires commencent à désertir. Ils vont faire ce à quoi ils ont été formés, tirer et tuer. Parmi les organisateurs des manifestations, il y a le Mouvement non violent syrien (SNVM). Il a appelé ces déserteurs à déposer leurs armes. Ce qu'ils ont refusé. On comprend bien pourquoi : capturés, ils risquent tout simplement d'être passés par les armes, sans procès. La conséquence, c'est Mariah, jeune musulmane engagée dans ce mouvement, qui nous l'indique : « On a constaté, depuis, que là où l'Armée libre intervenait de façon violente pour protéger les manifestants, là se faisaient les attaques les plus fortes contre les civils. » La non-violence est pour Mariah une question de stratégie : « Pour moi, la non-violence, c'est avoir le courage de dire "non". Quand je sors avec une arme, mes voisins subissent ce moyen que j'ai choisi. Quand je sors sans arme, ils peuvent participer, car il n'y a pas besoin de savoir tirer. Ils savent que je refuse ce qui se passe et que j'ai quelque chose à dire. » C'est au cours de ses recherches pour savoir comment s'opposer au pouvoir qu'elle a rencontré les écrits de deux hommes. Jawdat Saeid et Hanan Laham sont les piliers du Mouvement non violent¹ en Syrie. Pour Mariah, « leurs idées étaient de travailler d'abord avec la population pour faire évoluer les mentalités. La tyrannie ne doit son pouvoir qu'au peuple, sans lequel elle ne peut l'exercer ».

Dans la déclaration d'intention de ce mouvement on peut lire ceci : « Nous croyons que la non-violence implique un changement complet de la façon d'agir, notre travail n'est pas de réaliser des buts intermédiaires, mais plutôt de mener un mouvement continu afin de changer la société. Cela ne sera pas réalisé en changeant de régime ou de président, mais par la création d'une masse critique dans la société syrienne qui reconnaîtra à la fois le besoin de changement et les moyens pour le faire et transformera ainsi la société vers plus de prise de conscience, de liberté et de pluralisme. »

Afin de prendre conscience autant que possible de l'importance de ce mouvement, l'internaute averti peut se reporter à une carte interactive en ligne. Des activistes informaticiens ont créé cette carte géographique interactive du pays afin de montrer au peuple syrien et au reste du monde que les actions



non violentes sont courantes au sein de l'insurrection syrienne. « Ces activistes du SNVM sont persuadés que la lutte pacifique est un moyen de parvenir à un changement social et politique. Beaucoup de gens étaient persuadés que la non-violence n'existait plus en Syrie : cette carte a été créée pour leur montrer qu'elle est toujours là.² »

L'expropriation de la révolution

Mais d'autres individus sont arrivés, saisissant l'occasion de partir en guerre sainte. Ils apportent un soutien de premier secours aux populations meurtries, puis imposent leur loi. Cédric Labrousse avance que, « désormais, les militants révolutionnaires se font arrêter et emprisonner par centaines. Un jeune garçon qui dit un mot mal interprété est exécuté. Les journaux révolutionnaires, interdits de presse et de distribution. Les points de passage entre des quartiers loyalistes et révolutionnaires d'Alep ne sont même plus gérés par des Syriens pour certains, avec des restrictions toujours plus grandes. Tout cela n'a pas lieu dans les zones loyalistes, non ! Mais dans les zones normalement rebelles ! » C'est dans ce contexte que nos porte-parole des droits de l'homme appellent à punir celui qui a tué de façon plus rationnelle ses compatriotes, c'est-à-dire en faisant des meurtres collectifs grâce aux produits chimiques. Les présidents américain et français veulent des frappes ciblées, mais leurs opinions publiques, fatiguées d'être baladées, leur sont majoritairement hostiles. Il faut dire que les Américains du bas ont payé un tribut exorbitant aux guerres d'Irak comme d'Afghanistan. Sur cette hostilité, là-bas comme ici en Europe, les tenants de l'isolationnisme font leur beurre, les libertariens et leurs amis du TeaParty d'une part et les partis d'extrême droite en Europe rejoints de fait par l'extrême gauche arguant de la crise économique qui empêcherait d'intervenir. C'est loin, ce n'est pas chez nous, ce sont des Arabes, ça suffit, on a donné ! Si des Syriens attendent une frappe occidentale avec un mélange d'hostilité et d'espoir, le Mouvement non violent a lancé un appel différé.

Pour un corridor humanitaire pour la Syrie

On trouve par hasard dans une partie un peu cachée de Mediapart cet appel³. Le SNVM déclare : « Le minimum que la communauté internationale puisse faire est de créer un corridor humanitaire pour l'acheminement de médicaments, de nourriture et de provisions élémentaires. » Il déplore en ces termes cet intérêt soudain : « Il est douloureux pour nous de voir que la Syrie n'est une question intéressante qu'à la lumière de la réponse des États-Unis à l'attaque chimique du 21 août 2013. » Il n'est plus question de frappes ciblées, mais cela ne peut être entendu par les pouvoirs politico-militaires de tout poil qui veulent à la fois dépenser leurs obus et leurs lignes budgétaires et demander encore plus d'argent. Un corridor humanitaire, quel intérêt pour eux ?

En attendant

Ne nous faisons pas d'illusion, nous savons très bien comment cela finira. Il y aura une alliance des militaires les moins mauvais (!) des deux côtés et d'un certain nombre de politiques les moins mouillés. Il sera indispensable et urgent de maintenir la continuité de l'État, seul garant de l'ordre public... et seul capable de faire rentrer dans le rang ceux des survivants qui auront, le temps d'une révolution, pris leurs désirs de bonheur pour une réalité. Même si, comme le disait Fadwa Suleiman, « notre rêve est devenu cauchemar », ils auront, pour nous comme pour ceux qui sur place les suivront, ouvert le chemin vers un autre avenir, faisant mentir ceux qui disent qu'il n'y a pas d'alternative hors du fusil.

P. S.

1. <http://www.alharak.org/about-snm.html>
 2. http://www.alharak.org/nonviolence_map/en/
 3. <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/080913/un-corridor-humanitaire-pour-la-syrie>

Le **turbin** comme cercueil

ALORS ? 150 000 ? 370 000 ? Toujours la même bataille des chiffres après les manifestations contre la nouvelle «réforme» des retraites de la semaine dernière. Après la rentrée des classes, c'est la rentrée sociale. Comme chaque année, les centrales syndicales remobilisent leurs troupes pour se compter et tenter de relancer les luttes en cours. Cette fois, c'est donc cette réforme qui est à l'ordre du jour. «Réforme» avec des guillemets, puisque ce mot qui, autrefois, avait le sens d'amélioration des conditions de vie veut, aujourd'hui, dire exactement le contraire : à chaque «réforme» (services publics, Code du travail, etc.), les acquis sociaux des travailleurs se réduisent comme peau de chagrin.

Or, donc, CGT, FO, Solidaires, FSU nous invitaient à battre le pavé pour nous opposer à ce projet du gouvernement de gauche, tout comme il y a trois ans contre celui du gouvernement de droite. En guise de rentrée chaude, nous avons eu – comme nous le prévoyions dans notre édito du *Monde libertaire* précédent – une rentrée plutôt tiède. Tiède, mais pas catastrophique : plus de monde apparemment que contre l'Accord national interprofessionnel (ANI). Si on est loin des millions de manifestants défilant contre le projet du gouvernement Sarkozy sur les retraites, on est quand même à quelque 300 000 manifestants contre celui du gouvernement Hollande. Évidemment, cette fois-ci, on n'allait pas voir défiler le PS ou les Verts, ni non plus la CFDT, plus encline, ces derniers temps, à manier le stylo pour signer des accords de compromission qu'à revendiquer dans la rue. Quant à occuper les entreprises, n'en parlons même pas ! Et, pourtant, les problèmes sont toujours là ; droite ou gauche la perspective est la même : plus de trimestres à accomplir, moins de retraite à toucher.

Pour la jeunesse, à qui on fait croire que de longues études débouchent forcément sur un emploi, l'horizon est clair : avec des études poursuivies jusqu'à 25-26 ans, puis avec quarante-deux ans de cotisation à la caisse retraite, la fin de carrière ne risque pas d'arriver avant l'âge de 67 ans, bientôt 70. Quant à ceux qui galéreront entre stages mal payés ou même non rémunérés, CDD à répétition et occasionnels, chômage de plus ou moins longue durée, à quel âge pourront-ils accéder au fameux taux plein ? Quelles solutions proposées ? L'auto-entrepreneuriat, c'est-à-dire l'auto-exploitation, avantages sociaux en moins¹ ? Et les femmes, qui accu-



Autocollant disponible à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris).

mulent les temps partiels pour pouvoir en même temps élever leur progéniture (car ce sont toujours elles qui s'en occupent dans l'immense majorité des cas quand il y a un couple, et a fortiori quand elles sont seules) ? Sûr qu'il n'y aura pas assez de trimestres cotisés avant longtemps : les futures mamies risquent fort de troquer le fauteuil devant la télé contre le déambulateur pour se rendre au chagrin.

Les experts de tout poil au service de la classe dirigeante – quelle qu'elle soit – n'arrêteront pas de nous seriner que la donne a changé en raison de l'allongement de la durée de vie. Ils oublient de retenir la notion d'espérance de vie en bonne santé, ce qui ferait évidemment ressortir la disparité entre les professions suivant leur pénibilité. Là-dessus le gouvernement actuel l'a joué fine en proposant de tenir compte de ce critère, même si ça risque d'être parfois délicat à déterminer : travailleurs du BTP, personnel hospitalier surchargé, c'est évident, conducteurs de bus, enseignants stressés, informaticiens harcelés car tenus au résultat, ça l'est moins. En attendant, nos dirigeants socialistes misent sur une future croissance qui permettra de réduire le chômage, mais pas de mettre fin à l'exploitation capitaliste dont ils sont de parfaits gestionnaires. Et ce que la droite a commencé à mettre en œuvre depuis Balladur jusqu'à Sarkozy, gageons que la gauche va le parachever peu à peu,

puisque le «marché» l'exige, qu'on «ne peut pas faire autrement». De même que cette gauche, dans les années Mitterrand, a largement poursuivi l'entreprise de démolition de la sidérurgie entamée sous Giscard d'Estaing.

Parmi le «peuple de gauche», il y a de moins en moins de dupes, mais les centrales syndicales institutionnelles reprennent la même stratégie inefficace d'il y a trois ans : une journée d'action (la mal nommée) par semaine ; le 10 septembre, la CGT donnait rendez-vous aux jeunes salariés pour le... 18. Alors, quoi ? De futurs appels à descendre dans la rue saupoudrés jusqu'à épuisement de la contestation ? À ce rythme-là, les possédants peuvent dormir tranquilles, le système capitaliste a encore de beaux jours devant lui. À moins que les déçus du socialisme ne retrouvent le chemin de la grève générale avec occupation des entreprises et expropriation de leurs patrons... Si besoin, nous avons quelques suggestions radicales à leur faire à ce propos.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

1. Lire à ce sujet *Le Monde libertaire* hors-série n° 51 consacré au monde du travail, paru la semaine dernière, en vente dans les kiosques et à la librairie du Monde libertaire.

Brèves de combat

Travailler nuit gravement à votre santé...

Selon l'étude Technologia, 27 % des actifs ont déjà pensé au suicide. 12 % d'entre eux disent avoir été confrontés au suicide au cours des douze derniers mois, via un membre de leur famille, un ami, un collègue ou un voisin. 15 % des sondés rapportent qu'ils ont été confrontés à une crise suicidaire dans leur entreprise et jugent la réponse de leur employeur inadap-tée dans 63 % des cas. Des chiffres qui ne trompent pas.

Hippocrate, tu dors ?

Les étudiants sont de plus en plus nombreux à renoncer à se soigner faute d'argent, selon une étude Emevia. 17,4 % d'entre eux déclarent avoir renoncé à des soins les six derniers mois pour des raisons financières, un chiffre en augmentation de 2,4 points par rapport à 2011.

Femme et célibataire : double peine

Selon une enquête du Secours populaire français, 6 mères célibataires sur 10 disent avoir rencontré des difficultés financières importantes pour assurer leurs dépenses de logement et d'alimentation au cours des douze derniers mois.

Météo syndicale

EN CETTE RENTRÉE, que nous qualifierons encore de sociale, ce ne fut pas la Bérézina annoncée, mais... Nous parlons bien sûr de la manifestation du 10 septembre qui aurait dû être une riposte massive aux prétentions patronales et gouvernementales, mais ça ne faisait pas la rue Michel! En face, ça se tient main dans la main : ainsi, jeudi dernier, Hollande et Montebourg ont présenté leurs plans pour une «nouvelle France industrielle».

Comme l'a écrit dans son dernier édito de FO-Hebdo, Jean-Claude Mailly : «On a un ministre du Travail mais pas des travailleurs et on a un ministère des Finances qui pourrait s'appeler ministère du Capital.»

De nombreux médias brodent sur le thème des connivences entre PS et patronat. L'ancien quotidien de la rue de Lorraine (Libération de la rue Béranger) a même pu titrer en une sur François Hollande : «Le président des patrons !»

Certes, les anarchistes (entre autres) n'ont jamais nourri d'illusions sur la social-démocratie, française ou autre, pour changer la société, mais force est de constater que les illusions persistent.

Ainsi, dernièrement, des organisations syndicales ont été auditionnées par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. Malgré toutes les déclarations des députés de gauche, la politique sarkozyste continue avec d'autres étiquettes. Les très gros revenus sont exonérés et il y a toujours autant de charges pour celles et ceux du bas de l'échelle.

Gérer la crise en caressant dans le sens du poil les représentants des syndicats estampillés, tous les partis politiques savent le faire. Mais

pour ce qui est de l'unité syndicale, la mobilisation du monde du travail, la situation actuelle manque cruellement de mordant. On est à court de nouvelles du front syndical de refus qui avait été construit avant les vacances d'été face à l'ANI. Dans *La NouvelleVie ouvrière*, Thierry Lepaon, successeur de Bernard Thibaut, a déclaré : «Il ne faut pas renoncer à l'unité syndicale, même si c'est difficile. Les salariés aspirent à l'unité dans les entreprises et les luttes sont le plus souvent unitaires.» Dont acte. Comme au palace Park Hyatt, place Vendôme avec la CGT et la CNT, quarante femmes de chambre et employés se sont mis en grève pour de meilleurs salaires et conditions de travail!

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste



PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Il y a de la friture !

Une nouvelle fois, des journalistes du Monde ont été la cible d'une surveillance policière. Sur décision judiciaire, dans le cadre d'une enquête sur une plainte pour violation du secret de l'instruction dans une affaire criminelle, Gérard Davet a été placé sur écoute téléphonique pendant un mois, en 2009. Un degré supplémentaire a été franchi : il ne s'agit plus seulement de la réquisition de factures téléphoniques détaillées qui permettent de voir les numéros appelés, mais de véritables écoutes de conversations. Pourtant, une loi sur le respect des sources journalistique est passée, mais l'élaboration des lois et leur respect sont deux choses bien distinctes...

Effet de serre

L'activité agricole en France métropolitaine, et notamment l'élevage intensif, aurait engendré un surplus estimé à 902 000 tonnes d'azote et 104 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (GES), en 2010.



Des papiers et un logement pour tous

Jean-Sébastien

Groupe Sanguin
de la Fédération anarchiste

DEPUIS QUELQUES MOIS, dans tout le Calvados, des personnes en demande d'asile sont mises à la rue. Cette situation critique, nouvelle pour le département, ne l'est pas ailleurs en France, mais elle se généralise à l'ensemble des départements où les services du 115 et les associations ne peuvent faire face aux demandes croissantes d'hébergement.

Ainsi, dans le Calvados, la préfecture expulse des chambres d'hôtel du jour au lendemain, suivant l'humeur des sbires de la Direction départementale de la cohésion sociale et, bien sûr, sans leur proposer une quelconque solution de relogement. Sous prétexte qu'il n'y a soi-disant plus d'argent, ils continuent leur manège avec en ligne de mire 700 personnes à foutre à la rue au plus vite. Pour dénoncer cela, il existe le Collectif 14 pour le respect du droit des étrangers, qui regroupe tout un tas de signataires allant des syndicats, en passant par des organisations citoyennistes et des partis politiques comme le Parti socialiste et Europe Écologie Les Verts. Leur travail consiste à s'occuper des personnes en situation de précarité et de négocier avec les pouvoirs publics, que ce soit la préfecture, la mairie ou le conseiller social du président de la République, afin de trouver des solutions de logement pérennes ou, au minimum, d'urgence. Leur lutte est légaliste et après avoir été trimballés par les différents acteurs au pouvoir, ils sont arrivés au pied du mur, sans solution satisfaisante et se confrontant à des interlocuteurs de moins en moins enclins à la négociation. Ils ont alors proposé une assemblée générale, qui a été l'occasion pour quelques libertaires de s'y pointer et, dans un contexte de relative inefficacité de la lutte du collectif dans le cadre défini par l'État, d'interroger la question de la légalité et la possibilité d'imposer un rapport de force venant directement d'une assemblée fonctionnant horizontalement dans les prises de décision, sans autorité et sans hiérarchie. Les différences de mode de fonctionnement des organisations et individus constituant cette assemblée ont nécessairement provoqué des difficultés afin de déterminer communément les moyens de lutte à mettre en œuvre, les revendications à défendre, et l'attitude à adopter vis-à-vis des

autorités locales et étatiques. Mais l'assemblée est tout de même arrivée à souhaiter l'appropriation par l'usage d'un logement vide, comme il y en a des milliers un peu partout.

Fort de ce nouvel objectif commun, la nouvelle assemblée a pu prendre place dans cette lutte locale. Mais cela n'a pas été sans poser problème puisque l'expertise et la spécialisation, tant décriées par certains anarchistes, se sont retournées contre eux. En effet, ils sont rapidement devenus les petites mains du collectif citoyen, spécialistes de l'ouverture de squat, le tout sous l'œil aiguisé de l'attaché parlementaire de Philippe Duron (député-maire de Caen PS et par ailleurs élu député le plus cumulard de France). Mais les petites mains sont « bon jeu » et ont accepté la partie. Un lieu a été ouvert au 202 rue de Bayeux à Caen, le 24 juin 2013, afin que les familles qui continuent progressivement de se retrouver sans solution d'hébergement puissent l'investir. Ce lieu était un ancien centre d'hébergement d'urgence, inoccupé depuis presque un an, appartenant à l'un des bailleurs dits « sociaux ». Ils s'y passent des AG de luttes et de perspectives politiques, distinctes des AG de fonctionnement du lieu, mais toutes se déroulent en français. Ce qui ne va pas sans poser de nouvelles difficultés puisqu'il est nécessaire d'assurer la traduction car la plupart des personnes occupant le lieu sont d'origine étrangère et ne maîtrisent pas le français, tout comme les militants accompagnant ces personnes ne parlent pas leurs langues (mongoles, libanais, etc.). Dans les AG de luttes sont rapportés les différents éléments des commissions (média, actions, repérages) afin de décider ensemble (à la majorité) le déroulement de la lutte. D'autres activités (apprentissage de la langue française, ateliers vélos, cuisine collective, etc.) rassemblent également militants et immigrés. Bien entendu, les huissiers sont rapidement passés pour signifier l'expulsion et une procédure judiciaire est en cours avec un délai d'un an demandé par notre avocat. Le rendu du procès aura lieu le 10 septembre. En attendant, la lutte continue et les militants, ainsi que les familles hébergées, construisent le rapport de force nécessaire au maintien de ce lieu. Des bulletins d'informations, dont le

quatrième numéro voit le jour en ce moment, sont distribués à Caen devant la préfecture, le matin ou durant les manifestations qui ont lieu chaque lundi soir à 18 heures au départ de cette même préfecture. Les marchés sont également un lieu de communication vers la population locale. Y sont présents militants, bénévoles d'associations et immigrés sans papiers. Le mot d'ordre est clair : Des papiers pour tous, un logement pour tous.

Un besoin de clarté politique dans ce type de lutte complexe

Cette situation locale n'a rien de spécial et existe sous des formes similaires un peu partout. L'enjeu est d'en tirer des constructions sociales émancipatrices et de ne pas s'embourber dans des logiques compromettantes (compromis à tout prix, logique de gestionnaire, stratégie partisane). S'il est possible pour beaucoup d'anarchistes de travailler avec des trotskistes ou des droit-de-l'hommes dans ce genre de situation complexe, attaquant ainsi ensemble l'inhumanité d'un gouvernement et la logique capitaliste qui lui dicte certaines de ses positions abjectes, il semble évident que cela ne l'est absolument pas avec des encartés dans les partis au pouvoir. Ces derniers sont bien évidemment le PS et EELV, mais aussi les militants du Front de Gauche qui chapeautent ici ou là des municipalités ou des conseils départementaux ou régionaux. Cela n'est pas simple à faire comprendre aux citoyennistes qui, dépolitisant au maximum la lutte, œuvrent à un œcuménisme qui ramène allègrement des religieux (pas nouveau dans ces luttes où règne encore le misérabilisme le plus charitable qui soit) et nous conduise à l'interrogation suivante : que se passera-t-il quand ce seront des militants d'extrême droite qui viendront soutenir ces combats pour des raisons obscures et confuses (immigration choisie, argumentation et aide pour un retour au pays d'origine via des concepts ethnonaturalistes, par exemple) ?

Pourtant les arguments permettant de virer à coups de pied au cul les défenseurs des partis suscités, et notamment ceux du PS, ne manquent pas. La politique migratoire défendue par ce dernier est du même acabit que celle des gouvernements de droite dure. De la création des centres de rétention administrative en 1981, en passant par les zapi (zones d'attente pour personnes en instance)¹, la gôche a activement contribué à faire la misère aux étrangers qui cherchaient un peu plus de liberté et un peu plus de confort en s'exilant. En renforçant la bureaucratie pour administrer, et donc contrôler au mieux, «les flux migratoires», le PS se situe de fait dans un registre anti-immigré. En ayant pris soin d'in-



venter des phrases publicitaires, dénuées de sens politique, telle que «La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde²», il draine des pensées puantes qui reviennent de manière réflexe dans la bouche de tous les dirigeants et dans la tronche des ignorants. Quant à ses pratiques, il suffit de constater les rafles ordonnées encore tout récemment par le ministère de l'Intérieur. Celle du 6 juin à Barbès entraînera l'arrestation de 80 personnes dont 33 seront conduites en centre de rétention administratif³.

L'État comme outil xénophobe et liberticide

Selon nous, cette lutte ne se limite pas à une simple question d'hébergement d'urgence. Ce sont bien les logiques étatiques et capitalistes qui induisent ces conditions de vie et qu'il faut dénoncer et abattre. Nous ne sommes pas attachés aux questions de droit (droit inconditionnel à ceci, à cela) même si cela peut, dans certains cas, être un préalable pour accentuer le combat politique. Nous sommes pour la destruction d'un système économique et politique qui est en partie possible et viable à cause de l'État. Car pour asseoir son autorité, permettre la libre circulation des marchandises et accumuler un capital, il est indispensable de faire appel à une armée et une nation. Déployer l'un pour mieux protéger l'autre et vous obtenez toute l'horreur colonialiste qui impose un mode de vie uniforme et contraint. Les frontières, qui sont des purs produits humains, n'existent que parce que les États le veulent et le décident entre eux, par la mise en place du Frontex⁴ en Europe par exemple. Le business s'étend tellement que sur les mers et océans la traque du moindre migrant est devenue systématique. Mais ce n'est pas une course à la richesse pour tous dans un monde fini, ni la question de la répartition des moyens de consommer frénétiquement qui

apporteront une once de solution. C'est bien leurs éradications avec un changement de valeur favorisant la terre et la solidarité comme besoins premiers. **J.-S.**

1. Le placement en zone d'attente est une mesure privative de liberté prise par le chef de service de la police nationale ou des douanes chargé du contrôle aux frontières. En droit français, il s'agit là du seul cas (avec le maintien en rétention administrative des étrangers en situation irrégulière) où des personnes peuvent être privées de liberté pendant une certaine durée sur décision administrative et sans intervention d'une quelconque autorité judiciaire. Or dans le cas des demandeurs d'asile, le placement en zone d'attente n'a pour finalité que de permettre à la police aux frontières (PAF) de procéder aux refoulements. Dans le cas où la provenance d'un vol aérien serait inconnue de la PAF opérant en zone d'attente, celle-ci a alors recours au Stic (Système de traitement des infractions constatées, fichier du ministère de l'Intérieur regroupant les informations concernant les auteurs d'infractions interpellés par les services de la police nationale), fichier international commun aux polices de presque tous les pays du monde et/ou aux fichiers des compagnies aériennes.

2. Phrase de Michel Rocard, alors qu'il exerçait la fonction de Premier ministre.

3. Les centres de rétention administrative (CRA) sont utilisés pour retenir les étrangers auxquels l'administration ne reconnaît pas le droit de séjourner sur le territoire français et pour lesquels elle a décidé de procéder à l'éloignement forcé.

4. Sigle valant pour «Frontières extérieures». Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne.

DERNIÈRE MINUTE

Les squatteurs ont été expulsés, le 10 septembre dernier, sur décision du tribunal d'instance de Caen.

Je viole, tu violes, ils violent

De la culture du viol



Marie Joffrin

*Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste*

Avec septembre viennent la rentrée universitaire et sa flopée de « semaines d'intégration ». L'alcool est devenu l'ingrédient indispensable pour construire « l'esprit de promo » et ces versions modernes du bizutage sont d'abord des marathons alcoolisés. L'organisation d'événements pour s'enivrer pour pas cher et dans de bonnes conditions demande beaucoup d'énergie aux élèves. Ces fêtes orgiaques fonctionnent sur un non-dit : accepte nos lois, tu seras des nôtres. Refuse, et tu ne pourras pas profiter des avantages d'appartenir à notre communauté.

En septembre dernier, une étudiante de Toulouse est violée pendant une telle semaine, par trois jeunes hommes. Elle se souvient parfaitement avoir été appelée par son prénom mais, à cause de l'alcool ingéré plus tôt dans la soirée et du stress intense qui résulte de cette épreuve traumatisante, elle n'est pas en mesure d'identifier avec certitude ses agresseurs. Ni une ni deux, l'administration ainsi que tous les autres étudiants font bloc : les violeurs sont obligatoirement des personnes venues de l'extérieur. En aucun cas, ils n'auraient pu être des étudiants de l'école. En discutant avec les uns et les autres, une évidence s'impose : à aucun moment ne les effleure l'idée que l'alcool et la drogue qui circulent abondamment lors de

ces soirées induisent des dérives comportementales chez les étudiants masculins. Prendre une jeune femme de force n'est pas, à leurs yeux, un acte favorisé par l'alcoolisation ni l'ambiance volontairement trash qui est instaurée pendant cette période. L'épisode se répète pourtant tous les ans, dans de nombreuses écoles et universités du monde. Une récente étude du département de la Justice américain, relayée par *ABC News*, estime qu'une étudiante sur quatre est victime de viol ou de tentative de viol pendant ses années d'études. Détail. Broutille. Dans la même école toulousaine, une jeune femme avait été ostracisée pour avoir dénoncé des anciens élèves qui, traditionnellement, conservent la clé de leur ancienne chambre et s'invitent ainsi chez le nouveau locataire à l'occasion de la première semaine de cours. En refusant que des hommes inconnus puissent entrer librement chez elle, elle avait contrevenu aux coutumes et s'était vu obligée de quitter l'école à cause de l'hostilité générale générée par sa protestation.

Choquée de voir des élèves et des membres de l'administration préparer le cœur léger la semaine d'intégration de cette année, j'insiste, je questionne. Je m'entends alors répondre que des mesures ont été prises : l'école conseille aux jeunes étudiantes d'évi-

ter d'abuser de substances alcoolisées ou illícites et de rester en groupes afin d'éviter les « débordements » de l'an dernier. À aucun moment, on envisage d'inciter les hommes à ne pas boire car ils pourraient violer. On apprend aux femmes à se protéger ; apparemment, il n'y a rien à apprendre aux hommes. Si j'évoque la jeune femme agressée l'année précédente de façon plus insistante, la remarque fuse, sans cesse reprise par toutes les bouches : « Elle n'aurait pas dû boire autant. » Voilà. La messe est dite. Nous sommes face, une fois de plus, à un élément de ce qu'on appelle la « culture du viol ».

Mythes autour du viol

On appelle « culture du viol » l'environnement social et médiatique dans une société patriarcale dans laquelle les violences sexuelles sont tolérées, excusées et tendent à être banalisées. La culture du viol valide un certain nombre de mythes autour du viol. Les agressions à caractère sexuel sont entourées d'attitudes et de croyances fausses mais profondément et constamment entretenues. Ces mythes collectifs servent à justifier l'attitude des agresseurs qui, en s'appuyant sur eux, peuvent ensuite individuellement se dédouaner d'avoir commis un crime. Buddie et Miller, dans « Beyond rape myths : A more

complex view of perceptions of rape victims» (article paru dans *Sex Roles*¹), montrent, dans une étude utilisant des questions ouvertes, que 66 % des personnes interrogées adhéraient aux mythes autour du viol. Quand les participants aux études citées précédemment percevaient un fort niveau d'acceptation des mythes sur le viol chez les autres, leur propension à exercer des violences sexuelles augmentait, du moins si eux-mêmes adhéraient au préalable à ces mythes. En effet, la propension au viol des hommes adhérant peu aux mythes sur le viol n'était pas beaucoup affectée par les supposées réponses des autres. Cela est plutôt cohérent, car les normes sont surtout efficaces quand elles renforcent des attitudes préexistantes². La société encourage ainsi à croire qu'un viol est le plus souvent commis la nuit, par un inconnu, dans un lieu isolé. Les femmes violées sont jeunes, jolies, habillées ou se comportent de façon sexy.

Or les hommes sont également victimes de violences sexuelles. Selon l'enquête «Contexte de la sexualité en France de 2006», 16 % des femmes et 5 % des hommes déclarent avoir subi des rapports forcés ou des tentatives de rapports forcés au cours de leur vie. Les victimes sont de tout âge, de tout milieu socioprofessionnel ; ainsi, aux États-Unis, 15 % des victimes avaient moins de 12 ans. Les femmes en situation de handicap physique ou mental sont plus sujettes que les femmes valides à subir un viol. Certaines études avancent qu'elles pourraient être quatre fois plus sujettes à des situations de violences sexuelles. Lorsque Nafissatou Diallo a déclaré avoir été violée, beaucoup ont mis en avant qu'elle était trop laide pour l'avoir été. Les accusés de Créteil ont également mis en avant le physique d'une des victimes lors du procès. Dans «Sexy dressing revisited: does target dress play a part in sexual harassment cases?» Theresa M. Beiner³ étudie la corrélation entre une tenue sexy et des cas de harcèlements sexuels. Elle montre qu'il n'y a aucun lien et que les femmes harcelées ne l'ont pas été pour leur tenue.

Le Comité féministe contre le viol, qui gère le numéro vert SOS viol, a pu mener des enquêtes statistiques et confirme que les viols ont lieu à proportion égale le jour ou la nuit et dans 67,7 % des cas, au domicile de la victime ou de l'agresseur. Les études montrent également que dans 74 % à 90 % des cas, la victime connaît son agresseur. Le viol est avant tout un crime de proximité commis par des parents, amis, voisins, collègues... Ces mythes ne servent qu'à contrôler la liberté de mouvement des femmes et à nier les réalités du viol. On cite aux femmes un catalogue de situations, de lieux et de comportement dits provocants qu'il faudrait éviter à tout prix, pour notre propre sécurité. Curieusement, les «experts» oublient de conseiller le célibat comme stratégie préven-



tive. Personne n'a envie d'expliquer aux femmes qu'elles doivent se méfier avant tout de ceux qu'elles connaissent. Au contraire, les femmes sont invitées à ne jamais sortir seules («seules» voulant dire sans homme car plusieurs femmes ensemble sont toujours perçues comme «seules»).

Les victimes de viol sont celles qui souffrent le plus directement de ces mythes, qui ont pour principale conséquence de les blâmer et de déresponsabiliser le violeur. La responsabilité du viol est donc déplacée du coupable vers la victime. En français, par ailleurs, la forme «il/elle s'est fait violer» (appelée «causatif pronominal») est très courante alors qu'à l'inverse, le passif «il/elle a été violé[e]» est beaucoup plus rare. Or plusieurs études de grammaire indiquent que ces deux expressions n'ont pas exactement le même sens : la construction causative pronominal implique une certaine responsabilité ou du moins une activité volontaire du sujet.

Banalisation

La culture du viol affirme que le viol et les agressions à caractère sexuel ont quelque chose à voir avec la sexualité, alors qu'ils ne sont que crime et affirmation d'une domination. Les violences dites sexuelles ou sexuées posent un problème de définition, car parler de violences sexuelles revient à valoriser le point de vue de l'agresseur. Car s'il est clair que le viol fait partie de la sexualité du violeur, il ne fait pas du tout partie de la sexualité de la femme violée, et donc parler de violences sexuelles et non sexuées biaise déjà le problème.

Dans l'espace public, un homme a beaucoup plus de risques d'être tué qu'une femme ; pourtant on ne va jamais lui souligner que s'il sort de chez lui, il risque de finir poignardé ou tabassé à mort au coin d'une rue. La liberté de mouvements des hommes n'est pas bridée malgré les risques d'agression. On ferait rire tout le monde si une femme proposait à un homme de le rac-

compagner chez lui. Et pourquoi pas ? Or, femmes et hommes continuent à répéter aux femmes de « faire attention ». Tout le monde a parfaitement intériorisé, admis, que les femmes risquent d'être violées un jour. Dès leur plus jeune âge, on met en garde les petites filles, qui grandissent avec la peur au ventre.

Il y a, en France, entre 50 000 et 75 000 viols par an. Seulement 10 % des victimes portent plainte et seulement 10 % de ces plaintes aboutissent à une condamnation. Le chiffre est sans aucun doute encore inférieur pour les victimes de sexe masculin. De deux choses l'une. Il serait aberrant de penser que de nouveaux hommes violent chaque année (la situation serait beaucoup plus grave qu'on ne le pense) ; beaucoup de violeurs récidivent, il ne peut en être autrement. On connaît toutes et tous des victimes de viol. Où sont les violeurs ? Évidemment, vous allez me répliquer que personne ne va sensément se reconnaître comme violeur. Des études ont été menées sur des groupes d'hommes lambda, en leur posant des questions sans prononcer le mot « viol ». Par exemple, être avec une femme qui leur dit qu'elle est trop ivre et ne veut pas avoir de relations sexuelles. À un moment donné, elle est tellement ivre qu'elle s'endort. La question dit que l'homme en profite pour faire ce qu'il veut et l'on demande aux personnes interrogées si elles sont d'accord avec son comportement. 30 % à 35 % diront que oui, ils pourraient adopter des conduites qui sont des viols. À croire qu'il y a un flou bien pratique sur ce crime. Tout le monde est d'accord pour condamner le meurtre. Pour le viol, c'est avant tout une histoire de contexte. Une partie des plaintes pour viol est requalifiée ; c'est-à-dire qu'on requalifie un viol (un crime) en agression ou atteinte sexuelle qui ne sont plus que des délits avec évidemment une peine de prison inférieure. Il y a toujours une bonne raison pour dire que ce n'était pas vraiment un viol et que ce n'est pas si grave que ça. Tout le problème de la culture du viol réside dans ce flou, sans cesse entretenu.

Esthétisation

Le viol fait l'objet d'une esthétisation comme nul autre crime. Au travers des médias, on assiste à une esthétisation systématique de ce genre de violence à des fins mercantiles. Si le viol a toujours été représenté dans nos sociétés occidentales de façon très esthétisée, ce phénomène a longtemps été cantonné à l'art : les thèmes de l'enlèvement de Proserpine, le viol de Lucrece, de Leda ou Danaé, récurrents dans l'histoire de l'art, peuvent être vues comme des représentations esthétisantes et excitantes du viol. Beaucoup de publicités associent et superposent deux images de la femme : objet de violence et objet de désir. En se retranchant derrière une visée prétendument érotique et

des jeux de sous-entendus et d'ambiguïtés, ainsi que derrière une sorte de connivence virile avec le spectateur, les réalisateurs et publicitaires n'hésitent pas à multiplier les images de femmes malmenées par des personnages masculins cantonnés dans le rôle de prédateur. Les auteurs choisissent toujours de donner au spectateur le point de vue de l'agresseur et non celui de la victime. Combien de mains d'hommes saisissant le corps d'une femme (ou même des fragments de corps féminins sans visage) dans un geste clair d'appropriation, sans indication aucune sur le fait que la femme soit d'accord ou non ? La marque Dolce et Gabbana n'avait pas hésité en 2007 à faire paraître une photo présentant une jeune femme couchée à terre et immobilisée de force par un homme à demi-nu, le nez chaussé de lunettes noires. Autour d'eux, quatre jeunes hommes tout en muscles, plus ou moins dévêtus, debout, contemplant froidement la scène. La référence à une scène de viol collectif est transparente.

Cette esthétisation contribue à brouiller la frontière entre séduction et agression. En représentant de façon systématique les femmes en dominées sexy et les hommes en dominants séduisants, ces images entretiennent l'idée que la relation érotique est toujours fondée sur la domination. Une dizaine de blogs féministes a lancé le 5 septembre un appel contre l'incitation au viol sur Internet et en particulier d'un site de coaching en séduction. *Seduction By Kamal* est un site d'apprentissage des techniques de « pick up artist », à savoir « artiste de la drague ». Il s'agit de techniques de « drague » et de conseils en matière de sexualité. Le site, géré par la société SBK Coaching, génère du profit grâce à la vente de livres numériques. Il ne s'agit pas d'un petit blog isolé. D'après son créateur, ce site reçoit 20 000 visiteurs par jour, le chiffre d'affaires de la société SBK Coaching serait de l'ordre de 10 000 euros par mois. Sa page Facebook est suivie par près de 17 000 personnes. L'indignation s'est focalisée sur un article violent en accès libre et gratuit intitulé « Comment bien baiser : les secrets du sexe "hard" ». Les propos sont explicites : pour bien « baiser », l'important est de ne pas tenir compte du consentement de sa « partenaire ». Alors que le site a été signalé à plusieurs reprises, rien n'a été fait par la justice. Je ne résiste pas à l'envie de vous en livrer quelques extraits : « Ne lui demandez pas si vous pouvez la pénétrer comme un animal sauvage, faites-le ! » « Appliquez-vous à aller en profondeur et à ne stopper la cadence que quand VOUS le décidez ! Elle se plaint ? Pas pour longtemps ! » « Pensez que votre masculinité passe par les coups de boutoir infligés avec votre membre ! » « Cette méthode est relativement efficace quand on rencontre une inconnue. »

Les images renvoyant à des agressions sur des femmes passives incitent à faire porter la culpabilité sur les victimes et nous conditionnent à voir les femmes comme faibles,

incapables de se défendre en cas d'agression (voire à décourager les femmes d'essayer de le faire). Cette croyance d'une vulnérabilité typiquement féminine explique en partie pourquoi de nombreuses victimes n'osent pas réagir face à une menace. Tant qu'on fera croire aux femmes qu'elles sont faibles, tant que l'on fera croire aux hommes que les femmes sont faibles, elles le resteront. Les hommes sont également victimes de cette culture du viol dans la mesure où on les dépeint comme des animaux, incapables de contrôler leurs pulsions sexuelles ni de faire la distinction entre le bien et le mal. Comprenons plutôt que le viol est éminemment culturel. La culture du viol naturalise le viol ; elle explique qu'il existera toujours et qu'il faut faire avec.

L'État, quant à lui, prend le problème à bras le corps, veillant à fournir les meilleurs soins et suivis psychologiques aux personnes ayant été agressées. Ces mesures sont bien sûres indispensables, mais sans questionnements et remise en cause de la culture du viol dans laquelle nous baignons, elles ne font qu'aggraver les choses. On soigne les corps meurtris, les traumatismes psychologiques (et encore, de nombreux progrès sont à faire quant aux soins post-agression), mais l'on tend à ramener toujours davantage les femmes à leur statut de victime. Puisque la justice ne suit pas et que les normes patriarcales sont toujours en place, la personne n'est pas victime d'un crime, commis à un moment donné par un coupable précis. Il ne lui est arrivé que ce qui, malheureusement, risque d'arriver à toutes les femmes, surtout si elles contreviennent aux règles patriarcales. Si l'immense majorité des agressions ne sont jamais signalées, c'est parce que la victime qui avoue s'inflige un deuxième traumatisme : celui de voir son comportement décortiqué, sa parole mise en doute et de se voir stigmatisée à vie, de devenir « la violée » – définie par son viol, réduite à ce qu'elle a subi. On éduque les femmes dans la peur, qu'on leur apprend à se terrer, à restreindre leurs libertés au lieu d'apprendre aux hommes à ne pas violer. **M. J.**

1. Amy M. Buddie, Arthur G. Miller, « Beyond rape myths: A more complex view of perceptions of rape victims », *Sex Role*, 2001, p. 139-160.

2. Theresa M. Beiner, « Sexy Dressing Revisited: Does Target Dress Play a Part in Sexual Harassment Cases? », *Duke Journal of Gender Law & Policy*, 2007, p. 125-152.

3. Bohner G, Siebler F, Schmelcher J., « Social Norms and the Likelihood of Raping: Perceived Rape Myth Acceptance of Others Affects Men's Rape Proclivity », *Personality and Social Psychology Bulletin*, 2006, p. 286 – 297.

« Nous pouvons explo

Recalibrer l'anarchisme

Joshua S

« **POUR ÊTRE HONNÊTE**, j'en suis encore à essayer de me débarrasser de mes habitudes nationalistes », dit Ahmad Nimer en plaisantant tandis que nous bavardons dans un bar de Ramallah. Le sujet de notre conversation est à peu près celui-ci : comment peut-on vivre comme anarchiste en Palestine ? « Dans un pays colonisé, il est assez difficile de convaincre les gens avec des solutions non autoritaires et non étatiques. On rencontre une forte mentalité – souvent étroitement nationaliste – anticoloniale », déplore Nimer. En fait, les anarchistes en Palestine ont actuellement un problème de visibilité. En dépit de l'importance de l'activisme anarchiste en Israël et au niveau international, il ne semble pas qu'il existe une prise de conscience semblable en faveur de l'anarchisme parmi les nombreux activistes palestiniens.

« Le débat actuel sur les thèmes anarchistes se concentre surtout sur la question du pouvoir : refuser l'exercice du "pouvoir sur" et être en faveur du "pouvoir avec". Quand on parle de l'anarchisme en tant que conception politique, celle-ci est définie par le rejet de l'État », explique Saed Abu-Hijleh, professeur de géographie humaine à l'université Al-Najah à Naplouse. « On parle de liberté et d'une société qui s'organise sans l'interférence de l'État. » Mais comment un peuple sans État peut-il adhérer à l'anarchisme, lequel implique une opposition à toute forme d'État comme condition de son autoréalisation ?

En Palestine, historiquement, des éléments dans la lutte populaire ont été auto-organisés, même s'ils ne sont pas explicitement identifiés à l'anarchisme en tant que tel. « Les gens ont déjà organisé leur vie horizontalement ou d'une manière non hiérarchique », explique Beesan Ramadan, une autre anarchiste de Palestine, qui définit l'anarchisme comme une « tactique », mais s'interroge sur la nécessité de s'étiqueter. Elle poursuit : « Il est déjà là, dans ma culture et dans la façon dont l'activisme palestinien opère. Pendant la première Intifada, par exemple, quand une maison était démolie, les gens s'organisaient presque spontanément pour la reconstruire. Comme anarchiste palestinienne, j'ai hâte d'en revenir aux racines de la première Intifada, qui n'est pas née d'une décision politique et qui s'est même déroulée contre la volonté de l'OLP. » Yasser Arafat a déclaré l'indépendance en novembre 1988, après le début de la première Intifada en décembre 1987, et ajoute Ramadan, « pour détourner les efforts réalisés par la première Intifada ».

La question palestinienne s'est compliquée encore plus au cours des dernières décennies. Le contexte de la première Intifada, établie sur une large base d'auto-organisation horizontale, a été supplanté en 1993 avec la signature des accords d'Oslo et la création verticale, d'en haut, de l'Autorité palestinienne (AP). « Maintenant, ici, en Palestine, dit Ramadan, nous n'avons pas la même signification de l'autorité que d'autres peuples doivent défier [...]. Nous avons l'AP et l'occupation, et nos priorités sont continuellement mélangées. L'AP et les Israéliens [sont au] même niveau parce que l'AP est un instrument entre les mains des Israéliens pour opprimer les



Palestiniens. » Nimer partage également ce point de vue, en faisant valoir que s'est répandue beaucoup plus largement l'idée que l'AP est une sorte d'« occupation par procuration ».

« Être anarchiste ne signifie pas hisser le drapeau rouge et noir, ni faire un "black bloc" », précise Ramadan en faisant référence à la tactique de protestation anarchiste dans laquelle les manifestants s'habillent entièrement de noir et se couvrent le visage. « Je ne veux imiter aucun groupe occidental dans la façon de "faire" l'anarchisme. [...] Ici cela ne fonctionnerait pas parce que nous devons créer une conscience populaire complète. Les gens ne comprennent pas ce concept. » Pourtant, Ramadan pense que la faible visibilité des anarchistes palestiniens et, plus largement, la sensibilisation limitée à l'anarchisme en Palestine ne signifient pas nécessairement qu'ils sont peu nombreux. « Je pense qu'il y a un certain nombre d'anarchistes en Palestine », fait-elle remarquer tout en admettant ensuite que « c'est surtout, pour l'instant, des idées individuelles [bien que] chaque militant soit actif dans sa manière propre de faire ».

oser à tout moment »

e dans un pays colonisé

Stephens



Cette absence d'un mouvement anarchiste unifié en Palestine pourrait résulter du fait que les anarchistes occidentaux n'ont jamais porté une attention sérieuse et approfondie sur le colonialisme. « [Les auteurs occidentaux] n'ont pas eu à le faire », soutient Budour Hassan, activiste et étudiante en droit. « Là-bas, leur combat est différent, ajoute Nimer. Pour les anarchistes aux États-Unis, la décolonisation peut être une partie de la lutte anti-autoritaire ; pour moi, c'est tout simplement ce qui doit arriver. »

Surtout, Hassan étend sa propre compréhension de l'anarchisme au-delà de la simple lutte contre l'État ou de l'autoritarisme colonial. Elle cite le romancier palestinien et nationaliste arabe Ghassan Kanafani, soulignant le fait que non seulement celui-ci s'est affronté à l'occupation, « mais aussi aux relations patriarcales et à la classe bourgeoise. C'est pourquoi je pense que nous, Arabes – anarchistes en Palestine, en Égypte, en Syrie, au Bahreïn –, nous avons besoin de commencer une reformulation de l'anarchisme d'une manière telle qu'il reflète nos expériences du colonialisme, nos

expériences en tant que femmes dans une société patriarcale, etc. ». « Le fait de faire partie de l'opposition politique ne va pas vous sauver », prévient Ramadan, en ajoutant que pour de nombreuses femmes, « si nous nous opposons à l'occupation, nous devons nous opposer à la famille ». En fait, dit Ramadan, la représentation très importante des femmes lors des manifestations cache le fait qu'en réalité beaucoup d'entre elles doivent se battre pour pouvoir simplement être là. De même, assister à des réunions le soir exige des jeunes femmes de surmonter les barrières sociales que ne rencontrent pas leurs homologues masculins.

« En tant que Palestiniens, nous devons établir des liens avec d'autres anarchistes arabes », explique Ramadan, influencée par la lecture de textes anarchistes en provenance d'Égypte et de Syrie. « Nous avons tellement de choses en commun et, en raison de notre isolement, on finit par rencontrer des anarchistes internationaux qui parfois, aussi bonne que soit leur politique, restent coincés dans leurs préjugés et l'islamophobie. »

Dans un court article publié dans *Jadaliyya* intitulé « Anarchist, Liberal, and Authoritarian Enlightenments: Notes from the Arab Spring » [Éclairages anarchistes, libéraux et autoritaires : notes sur le Printemps arabe], l'auteur, Mohamed Bamyeh, soutient que les récentes révoltes arabes reflètent « une rare combinaison de méthodes anarchistes et d'intentions libérales », soulignant que « le style révolutionnaire est anarchiste, en ce qu'il requiert peu d'organisation, de direction, ou au moins de coordination, [et] a tendance à se méfier des partis et des hiérarchies même après la victoire révolutionnaire ».

Pour Ramadan, le nationalisme représente aussi un problème important. « Les gens ont besoin de nationalisme dans les périodes de lutte », concède-t-elle, mais « cela devient parfois un obstacle... Tu sais ce que signifie le sens négatif du nationalisme ? Cela signifie que vous ne pensez qu'en tant que Palestiniens, que les Palestiniens sont les seuls qui souffrent dans le monde. » Nimer ajoute également : « On parle de soixante années d'occupation et de nettoyage ethnique, et soixante années de résistance à cela à travers le nationalisme. C'est trop long, c'est malsain. Les gens peuvent passer du nationalisme au fascisme assez rapidement. »

Les foules rassemblées sur la place Tahrir au Caire, en décembre dernier [2012], ont donné de l'espoir aux anarchistes palestiniens. Alors que le président Mohamed Morsi consolidait ses pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, des groupes anarchistes se sont joints aux manifestations. Ces Égyptiens se définissent actuellement eux-mêmes comme anarchistes et adoptent l'anarchisme comme tradition politique. Retour à Ramallah, Nimer réfléchit : « Je suis souvent pessimiste, mais vous ne pouvez pas négliger les Palestiniens. Nous pouvons explorer à tout moment. La première Intifada a commencé par un banal accident de la circulation. »

J. S.

Feminism Attack !

Le féminisme anarchiste en Tunisie



La Tunisie, forte d'un mouvement féministe de plus de cent ans, est fréquemment considérée comme le pays du monde musulman le plus en avancé en matière de droits des femmes. Depuis 1957, le Code du statut personnel reconnaît des droits aux femmes tels que l'avortement, la contraception ou encore le droit à l'éducation. Bien que les mouvements féministes tunisiens aient permis ces avancées, la condition des femmes, comme dans beaucoup d'endroits sur la planète, est encore loin de correspondre à l'idée que s'en font les anarchistes. Rien de nouveau sous le soleil de la domination masculine: les femmes sont toujours considérées comme des mères et des épouses avant d'être des citoyennes. Après quelques jours passés en Tunisie, il est aisé de constater combien le jugement des autres et la crainte de compromettre une réputation peuvent freiner l'engagement et le militantisme des femmes. Il existe actuellement au moins trois collectifs féministes en Tunisie: Les **Femmes démocrates**, groupe constitué de bourgeoises qui se réunissent sans but politique ni revendicateur.

Les **Femens**, reconnues en Tunisie pour leur lutte. (Leurs actions ne font cependant pas l'unanimité.) **Feminism Attack**, un mouvement collectif autogestionnaire et autofinancé, dont les membres ont une moyenne d'âge d'environ 20 ans. Il vise, inspiré par des idées anarchistes, à trouver des solutions radicales aux problèmes sociaux et politiques, ainsi qu'aux dangers qui menacent la position des femmes au sein de la société.

Le mouvement a pour but d'établir une culture autogestionnaire et croit en l'obligation de la révolte des femmes contre toute sorte d'exploitation.

Il remet en cause l'ensemble des aspects de la condition féminine au sein de la société patriarcale: abolition des stéréotypes basés sur le sexe, abolition de la déshumanisation et de l'objectivation des femmes, élimination complète de la violence dirigée contre les femmes (viols, violences conjugales, mutilations génitales, stérilisations forcées, attentats à la pudeur, harcèlements sexuels).

Nous avons rencontré Aika et les membres de Feminism Attack, avec qui nous avons réalisé cet entretien.

Nath & Chris : Où se situe Feminism Attack et quelles sont vos tendances politiques ?

Feminism Attack : Nous sommes, pour le moment, situées à Tunis, la coloration politique est assez mitigée.

N. & C. : Pouvez-vous nous dire comment, quand et pourquoi est né votre groupe ?

F. A. : Nous étions un groupe de femmes partageant plusieurs idées et nous en sommes venues à mener les mêmes actions, mais à titre individuel : d'où l'envie de fonder le mouvement, fin 2011. Cette décision a été prise suite à notre prise de conscience de la condition de la femme en Tunisie, qui est, contrairement aux apparences, à la limite de l'acceptable. D'autant plus que les prétendus acquis se sont vus menacés par l'ascension au pouvoir du parti islamiste. Et puis, les mouvements prétendus féministes qui existent déjà n'ont pas vraiment servi la cause que nous prônons, ils ne représentent pas la vraie femme tunisienne, mais plutôt une image pseudo-bourgeoise au service d'un système.

N. & C. : Qui sont les militants de Feminism Attack ?

F. A. : Nous sommes encore un petit groupe d'élèves et d'étudiantes, nous appartenons à la classe moyenne. La tranche d'âge est comprise entre 18 et 24 ans. Nous n'avons pas encore recruté de militants de sexe masculin, bien que nous n'y voyions aucun problème.

N. & C. : En quoi consiste votre militantisme et quelles sont les actions privilégiées ?

F. A. : Pour le moment, nous n'avons pas réellement d'actions privilégiées, on fait un peu de tout, bien que nous fassions en majorité des bombages, mais c'est plus par manque de moyens et d'opportunités qu'autre chose. Nous comptons, bien évidemment, élargir notre terrain d'action et nos manières de faire dans un futur proche.

N. & C. : Comment vous organisez-vous, à quelle fréquence vous voyez-vous, de quels matériel et moyens de communication disposez-vous ?

F. A. : On s'organise autour d'assemblées générales dans lesquelles toutes les décisions du groupe sont prises. Les fréquences dépendent de la nécessité du moment. On n'a pas encore de local fixe, on se réunit dans des cafés ou des espaces publics..., ce qui n'est pas très pratique dans la mesure où nous avons déjà subi la pression policière, et même été contrôlées par des civils. Pour le moment, on n'a pas de matériel, c'est pour cela que nos actions sont assez limitées dans la mesure où nous nous autofinancions, et ce

avec notre seul argent de poche. On communique avec tous les moyens à notre portée (Facebook, téléphone).

N. & C. : Quels sont les différents groupes féministes en Tunisie ? Vos rapports avec eux ? Que pensez-vous des Femen ?

F. A. : Le plus connu est l'association Femmes démocrates tunisiennes, il y en a d'autres, mais qui ne sont ni très connus ni très présents sur la scène politique. On n'a pas vraiment de rapports avec eux, étant donné qu'on ne se retrouve pas sur les mêmes principes, et nos méthodes de travail sont différentes. Sinon, nous avons déjà exprimé notre position vis-à-vis de Femen, nous avons même publié un article détaillé sur notre page Facebook.

N. & C. : L'action politique de Feminism Attack en Tunisie peut-elle s'allier à d'autres mouvements ? Lesquels et sous quelle forme ?

F. A. : On est assez proches des mouvements Blech 7ess, Désobéissance et Alerta (NDLR: *Vegan/Green Anarchism*). On organise des actions ensemble : des événements culturels, des projections de films, des concerts, etc.

N. & C. : En ce qui concerne les derniers soulèvements populaires en Tunisie, et encore aujourd'hui, dans quelle dynamique vous inscrivez-vous ?

F. A. : On s'inscrit dans tout soulèvement populaire qui sert la cause du peuple, qui est contre le système et qui, surtout, n'est pas organisé par des partis politiques, qui ne servent pas que leur propre cause et qui ne visent pas le pouvoir.

N. & C. : Comment les initiatives de Feminism Attack sont-elles perçues par les Tunisiens et par les autres militants révolutionnaires ?

F. A. : Nos actions n'ont pas un grand écho populaire : en général, les Tunisiens se limitent à l'information toute prête livrée par les médias, et hormis après une ou deux arrestations suivies d'articles bâclés et désinformateurs, nous n'avons pas reçu une réelle couverture médiatique. On ne s'en plaint pas réellement étant donné que notre but n'est pas de faire la une ni de courir après la gloire.

N. & C. : Quelles sont les contraintes qui pèsent le plus sur les militants de Feminism Attack ?

F. A. : Le système et la police, généralement.

N. & C. : Les villes sont-elles, d'après vous, davantage propices aux actions féministes ?

F. A. : En ville, le travail est plus facile, car il y a une certaine prise de conscience du peuple, les gens y sont plus ouverts et la femme y est plus émancipée, contrairement à la campagne où, parfois, les gens sont littéralement coupés du monde. Par contre, nous envisageons de travailler dans les milieux ruraux dès que nous en aurons la possibilité, nous avons d'ailleurs plusieurs projets à ce sujet.

N. & C. : Comment l'action répressive s'exerce-t-elle sur les anarchistes féministes ? Y a-t-il des précautions à prendre ?

F. A. : Les dangers sont à peu près les mêmes pour toute personne qui va « contre le courant » : bombes lacrymogènes, matraques, violences policières, interpellations, emprisonnements, menaces, etc. Nous n'avons pris aucune réelle précaution parce que cela nous limiterait énormément sur le plan des actions.

N. & C. : En dehors des forces répressives classiques, quels sont vos adversaires ou ennemis politiques les plus redoutables ?

F. A. : Les partis politiques extrêmes, qui sont tous au service du même système, directement ou indirectement.

N. & C. : Pour conclure, quelles sont vos perspectives ?

F. A. : Nous espérons combattre pour notre cause encore très longtemps et, surtout, que nos combats soient fructueux et qu'ils servent cette lutte, qu'on puisse aboutir à un réel changement et participer à une certaine prise de conscience du peuple.



À la recherche d'un **vieil Antonio**

Carnet de voyage au Chiapas (1/4)



Guillaume Goutte

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

Les premiers pas

Il y a deux ans, durant l'été 2011, je m'envolais pour l'État du Chiapas, au sud-est du Mexique, avec la ferme idée d'y chercher un vieil Antonio. Qui? Vous savez, le vieil indigène que le sous-commandant Marcos rencontra par hasard dans la jungle et qui lui enseigna bien des choses utiles pour construire un monde vivable. Pourquoi, donc, voulais-je à mon tour le rencontrer, lui ou un autre du même type? Pour le bombarder de questions, pardi! Sur quoi? Beaucoup de sujets, sans doute; le dénominateur commun étant cette vieille Arlésienne des sociétés humaines qu'est la liberté. Ou, plutôt, pour être précis (et il faut l'être), savoir comment se construit cette liberté tant désirée au quotidien. Pour sûr, le vieil Antonio n'aurait pas forcément réponse à tout, mais j'étais persuadé que les quelques réponses qu'il m'apporterait seraient précieuses. J'avais déjà,

certes, quelques idées (voire un peu plus) sur la question, et ce sont d'ailleurs ces mêmes idées qui, il y a quelques années, m'avaient fait découvrir la rébellion zapatiste du Chiapas. Mais la pensée révolutionnaire, ses théories et ses pratiques se doivent de s'ouvrir à des apports nouveaux et d'être régulièrement (pour ne pas dire sans cesse) remises en question, repensées, réactualisées si on veut qu'elles puissent adhérer aux réalités de notre temps et de notre géographie et qu'elles évitent certains écueils (la ghettoïsation, la transformation en doctrine ou en profession de foi, etc.). En cela, l'anarchisme – qui n'a aucune raison d'échapper à l'exercice – a de quoi puiser dans le zapatisme, lequel, par bien des aspects, remet au goût du jour sa pensée, tout en allant parfois au-delà, calendrier et géographie chiapanèques obligent. Et l'anarchisme a d'ailleurs d'autant moins de raison d'échapper à l'exercice que

je suis profondément convaincu qu'en tournant ses yeux vers ceux des passe-montagnes (sans qu'il oublie de retirer au préalable – sans les jeter à la poubelle – les lentilles qu'il porte derrière ses lunettes), il trouvera incontestablement de quoi nourrir le regard critique qu'il se doit de porter sur lui-même.

Bref, il y a deux ans, je décidais donc d'aller à la rencontre d'un vieil Antonio pour nourrir, approfondir, repenser (et tous ces autres verbes qui expriment la vie, le mouvement) mes conceptions d'une possible transformation sociale radicale (anarchiste). Si le voyage se déroula sans problèmes, il fut quelque peu frustrant quant à ma recherche du vieux bonhomme (qui fut aussi une jeune femme, une grand-mère, un petit garçon, une petite fille – voire tout cela à la fois). Car, dans les caracoles que je visitai alors (Oventik et La Garrucha), je me heurtai à la méfiance. Une méfiance compréhensi-

ble, bien sûr (les zapatistes sont en guerre), mais une méfiance qui limita considérablement les échanges et l'observation (sans compter, en outre, l'obstacle linguistique). Toutefois, et je m'en rendrai compte assez vite, il y avait sans doute de la prétention, de ma part, à penser qu'on m'accueillerait à bras ouverts et qu'on répondrait, sans broncher et avec forcément du plaisir, à mes questions. Dire que je n'y appris rien et que tout cela fut affreusement inutile serait idiot, condescendant et, surtout, faux. Les premiers contacts ne sont jamais très bavards, de même que les premiers pas ne mènent jamais bien loin. Et, au final, après y avoir traîné mes guêtres pendant un mois, je quittais le Chiapas en ayant appris un peu plus l'humilité. Et si ce fut là, probablement, la seule réponse que me donna le vieil Antonio pendant ce séjour, elle était essentielle. Car ce n'est pas peu dire que d'affirmer que la liberté commence par l'humilité. Ainsi, lorsque je pris l'avion pour rejoindre la France et ses luttes, j'étais moins frustré que profondément désireux de retourner au Chiapas au plus vite, en profitant d'opportunités qui, j'en étais sûr, ne manqueraient pas de se manifester.

L'une d'elles se présenta justement en ce début d'année 2013 et disait s'appeler «Petite École zapatiste», ce qui est plutôt sympathique, n'en déplaise aux impitoyables pourfendeurs de tout ce qui touche au mot «école». De quoi allait-il s'agir exactement? Qu'Ivan Illich se rassure, il n'était pas question d'une institution scolaire étatique ou liée. Non, vraiment pas. Il s'agissait simplement d'expliquer aux élèves invités comment les zapatistes construisent leur liberté et comment celle-ci s'exprime dans leur quotidien. Quelle forme allait prendre cet enseignement? Plusieurs, nous y reviendrons. Mais, concrètement, pour ma part, il allait s'agir d'aller vivre dans une communauté zapatiste pendant plusieurs jours. Et d'apprendre, avec humilité et sincérité.

Cerise sur le gâteau, cette petite école serait précédée de la célébration de l'anniversaire des dix ans des caracoles (nous y reviendrons) et suivie de la réunion de la Chaire Juan Chávez Alonso, laquelle devait réunir, au nom du Congrès national indigène, divers délégués de peuples indiens du Mexique en résistance. Je ne pouvais espérer meilleure opportunité. J'obtins l'invitation nécessaire à l'inscription à la petite école et prenais mes billets d'avion dans la foulée, direction le Chiapas pour août 2013. Le jour du départ, quand je montais dans l'avion, je ne pouvais m'empêcher de sourire en songeant à cette initiative «scolaire» sans précédent de l'EZLN. Non de mépris, bien sûr, mais d'amusement. Car, incontestablement, il y avait quelque chose d'«amusant», de l'ordre de la revanche des vaincus, dans le fait d'aller à cette petite école. Les colonisateurs occidentaux d'hier, exterminateurs

d'Indiens et acculturalistes de choc, auraient-ils pu imaginer qu'un jour leur «descendance» (au sens large) aille chercher dans les communautés indigènes savoir et expérience? Ce renversement dialectique était déjà en lui-même le témoignage que la résistance finit par porter ses fruits, même s'ils sont encore quelque peu maigres. Car sans les cinq cents ans de lutte indienne qui précéderent le zapatisme, il n'y aurait sans doute jamais eu de Petite École zapatiste aujourd'hui. Alors, certes, le capital et son monde sinistre et glacial sont encore debout, et leurs jambes bien solides, et, si la résistance n'a pas encore porté tous ses fruits, il semble toutefois indéniable que leur muraille se fissure. Il ne tient qu'à nous de mettre de la dynamite dans les failles pour que tout finisse par péter. En quittant la France, je me disais d'ailleurs que, justement, en plus d'être une revanche sur l'histoire, la Petite École zapatiste était aussi un de ces bâtons de dynamite.

Danse avec les escargots

Avant d'aller à la petite école, j'assistais donc, les 9 et 10 août, à la fête organisée pour célébrer l'anniversaire des dix ans des caracoles. Pour ceux qui ignorent encore aujourd'hui ce qu'est un caracol (et, au vu de la désinformation et de la non-information quasi absolues dont est victime le zapatisme, il n'y a pas de mal), petit rappel en quelques mots. Créés en 2003, les caracoles «abritent» chacun un Conseil de bon gouvernement, lequel est chargé de faire le lien, dans une des cinq zones du territoire zapatiste (il y a donc cinq caracoles), entre les différents municipios (ou communes) autonomes rebelles, lesquels rassemblent plusieurs centaines de communautés. Il s'agit, en gros, d'instances de coordination horizontale censées étendre le projet d'autonomie en lui faisant dépasser le cadre du municipio (lequel permettait déjà à l'autonomie de dépasser le cadre de la communauté).

Avec J. et R. (lesquels compagnons m'hébergeaient chaleureusement à San Cristóbal de Las Casas en attendant la petite école), nous décidons, pour des raisons qu'il serait fastidieux d'exposer ici, de nous rendre au caracol d'Oventik, dans la zone des Altos du Chiapas, le plus proche de l'orgueilleuse ville coloniale (environ une heure de route). Le départ se fait à 15 heures, sous une pluie battante attendue depuis des jours, pour une arrivée vers 16 heures. À proximité de l'entrée du caracol (généreusement décorée pour l'occasion), une bonne centaine de voitures, camions et autobus sont garés sur les bas-côtés. Nous trouvons une place du même genre et passons le petit portail de bois pour pénétrer dans la coquille de l'escargot. Un homme en passe-montagne nous salue et nous fait remplir le traditionnel formulaire d'entrée: nom, profession, provenance, organisation, but de la venue. Curieusement,

nos passeports ne nous sont pas demandés (et on ne s'en plaindra pas, on nous les demande déjà suffisamment au-dehors). Nous patientons ensuite un quart d'heure, le temps que le compagnon zapatiste présente le formulaire au Conseil de bon gouvernement pour validation. L'autorisation nous est bien sûr accordée et nous voilà libres d'aller où l'on veut. Nous apprenons rapidement qu'un discours devrait être prononcé dans la soirée, mais les horaires qu'on nous donne ne sont pas les mêmes selon à qui nous les demandons: 18 heures pour l'un, 2 heures du matin ou 20 heures pour les autres. Peu importe, nous avons tout notre temps (et il faut toujours l'avoir avec les zapatistes) et, en attendant, nous nous promenons dans le caracol. Depuis ma première visite en 2011, il y a du nouveau question construction. L'ancienne petite chapelle de bois est désormais devenue une petite «cathédrale» de pierre et de béton (arggh, j'en vois déjà qui avale leur drapeau noir!), pas des plus esthétiques, malgré, tout de même, la présence de... colonnes cannelées! Outre l'édifice religieux (allez, camarades, ressortez votre drapeau!), notons aussi la construction d'un deuxième terrain de basket (les zapatistes adorent le basket). Nous passons deux bonnes heures dans la partie du caracol dédiée à l'éducation, où l'on trouve les bâtiments des salles de classes, la bibliothèque, le centre de langues et la cantine. Sur les murs, plusieurs phrases peintes nous donnent une idée des conceptions zapatistes de l'éducation: «*Démocratie et liberté dans l'éducation*», «*L'algèbre de l'éducation révolutionnaire est la dialectique*», etc. Nous rencontrons plusieurs promoteurs d'éducation (les maîtres d'école) que J. et R. connaissent bien, dont l'un des coordinateurs du système d'éducation zapatiste de la zone des Altos. J'apprends alors qu'ici, où nous nous trouvons, il s'agit des infrastructures de l'éducation secondaire. Chaque année, environ deux cents élèves, issus des communes autonomes de la zone, assistent aux cours qui y sont dispensés et qu'on peut regrouper en trois grands thèmes: communication (lecture, écriture, langues – castilla, tsotsil, tseltal), sciences humaines et mathématiques. Le cursus secondaire dure trois ans et, une fois terminé, certains élèves peuvent à leur tour devenir promoteurs d'éducation et, en ce cas, sont envoyés dans les communautés. Les élèves qui étudient ici vivent dans le caracol, mais retournent toutes les deux semaines chez eux. Il semblerait toutefois que le rythme scolaire soit sur le point de changer et que, désormais, les élèves suivent trois semaines de cours avant de retourner une semaine chez eux et de revenir pour à nouveau trois semaines, et ainsi de suite pendant trois ans.

Après avoir mangé des *elotes* à nous faire passer les tamales pour des amuse-gueule, nous rejoignons le temple à 20 heures

pour assister au fameux discours, ou plutôt audit acto civil. Il s'agit, ni plus ni moins, d'une sorte de cérémonie, celle censée célébrer l'anniversaire des caracoles. Elle commence avec l'arrivée, en musique, de tous les élus (autoridades) de chaque commune autonome de la zone des Altos. S'ensuit le salut... des drapeaux (le drapeau national mexicain et le drapeau noir et rouge de l'EZLN), portés par deux femmes entourées d'hommes qui défilent en marchant au pas devant nous, guidés par des très militaires «¡A la derecha, ya!», «¡A la izquierda, ya!». Puis vient, of course, l'hymne national mexicain. Je ne cacherai pas que cette première partie de la cérémonie me met un peu mal à l'aise. Je n'ai jamais aimé les drapeaux et les hymnes nationaux, pour lesquels et au nom desquels trop de gens sont morts inutilement. Mais, je ne suis pas là pour juger. D'autant que l'utilisation de ces symboles patriotiques trouve certaines explications pragmatiques (qui, certes, ne sont sans doute pas les seules), dont la volonté des zapatistes de montrer que leur combat n'a rien de séparatiste et qu'il s'inscrit profondément dans la réalité géographique mexicaine. Toutefois, on est tout de même en droit de s'interroger sur la persistance de ces symboles, alors même que 2013 marquait, via la fin de l'Autre Campagne et la création de la Sexta, le dépassement des frontières nationales des luttes et résistances mondiales. Bref, ce ne sont là que de simples questionnements, d'autant plus simples que, durant ces deux jours de fête, l'ouverture au monde était évidente et que la société civile internationale a été plusieurs fois remerciée pour son attention, son soutien et ses luttes.

Cet épisode tricolore passé, une compa du Conseil de bon gouvernement du caracol d'Oventik prononce le discours préparé pour l'occasion. À travers ce texte, elle insiste beaucoup sur les difficultés rencontrées tout au long de ces dix ans par la construction de l'autonomie et la vie des caracoles, avouant même un probable manque de préparation de leur part. Elle dénonce aussi les nombreux projets des trois niveaux de mauvais gouvernement (municipal, étatique et fédéral) organisés pour détruire la lutte et la construction de l'autonomie, insistant notamment sur l'hypocrite Croisade contre la faim, petit dada du nouveau président Enrique Peña Nieto. Elle insiste également sur les régulières agressions paramilitaires et sur l'inévitable militarisation des montagnes chiapanèques. Malgré tout, son discours est rempli d'espoir et, à l'écouter et à regarder ce qui nous entoure, on ne peut que se rendre compte que l'autonomie zapatiste ne cesse de se consolider. Simple, humble, chaleureux, ce discours n'en a pas été plus rapide. Non que le texte ait été particulièrement long, mais, une fois la lecture en castillan terminée, il a été traduit – et c'est bien normal – en tsotsil, puis en tselal. Une fois



Entrée du caracol d'Oventik, décorée pour la fête, le 9 août 2013.

de plus, nous apprenions... la patience! La première des résistances.

Le discours terminé, l'orchestre du municipio de San Andrés entonne l'hymne zapatiste, lequel est repris par toute l'assemblée. S'ensuit une ovation faite de «¡Viva los caracoles!», «¡Viva el EZLN!» et autres consignes du style «¡Viva el subcomandante Marcos!». Enfin, la cérémonie se clôt par un nouveau salut aux drapeaux avant de laisser place au bal, sur fond de chansons de lutte et de résistance.

Le lendemain, samedi 10 août, voit reprendre le tournoi de basket interrompu la veille par les pluies diluviennes. En se promenant dans le caracol, on se rend compte que d'autres sports sont eux aussi au rendez-vous : volleyball ici, football là-bas. Le reste de la journée (nous sommes partis vers 16 heures) se déroule ainsi, au rythme des matchs qui, pour le basket du moins, voient les équipes masculines et féminines s'alterner.

Au final, cette fête des dix ans des caracoles fut simple et chaleureuse (malgré la pluie, la boue et, parfois, le froid). Elle semblait néanmoins – et ce n'est pas une critique – très «interne» : nul doute que si aucun international n'avait été là, ils auraient fait la même chose. Enfin, avec ses longs moments d'attente, son climat capricieux et ses leçons de simplicité, cette première bouffée d'air de liberté devait également nous préparer, nous autres futurs élèves, à la Petite École zapatiste à venir... **G. G.**

(À suivre.)

Cet article a été originellement publié sur le site Internet La Voie du jaguar, informations et correspondances pour l'autonomie individuelle et collective : www.lavoiedujaguar.net.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Sieyès contre la tradition

L'anarchisme de la table rase

Erwan

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

SIEYÈS ANARCHISTE ? L'idée est étrange. Parmi les protagonistes de la Révolution française, il est sans doute l'un de ceux qui – dans le camp républicain – paraissent les plus éloignés des idéaux qui sont les nôtres. Et à première vue, le dossier est effectivement très lourd : ancien prêtre, Sieyès (1748-1836) fut favorable au régime représentatif, méfiant envers la démocratie directe et la liberté de la presse, défenseur acharné de la propriété privée et maître à penser de l'exclusion en 1791 des plus pauvres et des femmes du droit de vote. Il semble donc incarner à la perfection la bourgeoisie élitiste qui a vigoureusement endigué la dynamique révolutionnaire et l'a canalisée dans des limites conformes à ses intérêts socio-économiques¹. Pire, il fut avec Bonaparte le principal meneur du coup d'état du 18 brumaire qui vit la République céder la place au Consulat, première étape vers l'Empire. Son parcours politique autant que ses idées le situent aux antipodes de l'anarchisme.

Pourtant les choses ne sont pas si simples. Car si la liste des positions conservatrices prises par Sieyès peut à juste titre remettre en cause son rattachement au camp progressiste, elle ne doit pas faire oublier qu'il fut aussi l'adversaire le plus acharné de l'Ancien Régime, des privilèges et de l'aristocratie. Au cours de l'été et de l'automne 1789, il se situe régulièrement du côté des plus intransigeants : c'est à son initiative que s'opère le 17 juin la transformation des États-généraux en Assemblée constituante dans le but de mettre fin au régime absolutiste ; trois mois plus tard, en septembre, il est l'un des porte-parole des députés les plus hostiles aux pouvoirs du roi et siège avec eux à l'extrême gauche². Dès lors, ses textes et discours sont un témoignage précieux de la pensée d'un individu happé par de tels événements. Et cela rend plus indispensable encore l'analyse de son évolution conservatrice

ultérieure : comprendre Sieyès, c'est comprendre comment une révolution peut naître et mourir. Autant dire que pour les anarchistes, la leçon est d'importance.

Kropotkine ne s'y est d'ailleurs pas trompé. Dans *La grande révolution*, Sieyès est tour à tour présenté sous un jour très positif puis négatif, ce qui reflète l'ambivalence du personnage³. Son rôle décisif dans le déclenchement de la Révolution y est reconnu : en publiant en 1788 ses pamphlets *Qu'est-ce que le Tiers État ?* et *Essai sur les privilèges*, il devient le chef de file des écrivains dits « patriotes » qui luttent contre les privilèges de la noblesse et réclament des droits politiques pour le peuple⁴. Interprétés par Tocqueville comme un « cri de guerre » lancé par celui qui est le symbole « de la violence et du radicalisme de l'esprit de la Révolution »⁵, ces textes contiennent autant de réflexions politico-institutionnelles que d'attaques virulentes contre l'aristocratie. Celle-ci fait l'objet d'un rejet inébranlable de la part de Sieyès car elle représente tout ce qu'il déteste : la persistance du féodalisme, le sentiment de supériorité sociale, l'appropriation héréditaire des charges publiques... Sa combativité sur ce point ne s'atténuera pas, si ce n'est qu'après la Terreur (jugée excessive), il préférera en appeler à l'expulsion des nobles hors du territoire plutôt qu'à la guillotine⁶.

Révolutionnaire intraitable par certains aspects, Sieyès mérite donc toute l'attention de ceux pour qui une rupture politique d'envergure demeure un horizon souhaitable. Mieux, c'est dans la façon même dont il justifie le droit de révolution que l'on peut déceler un raisonnement qui fait de lui l'un des précurseurs de l'anarchisme. Ou du moins l'un des penseurs les plus pertinents de ce qui est l'un des piliers de la pensée anarchiste, à savoir le refus des traditions héritées du passé. Pour Sieyès, en effet, les pires injustices sont celles

qui, année après année, sont transmises à chaque nouvelle génération. Elles se transforment en coutumes, à tel point qu'elles semblent naturelles aux yeux de ceux qui les subissent. Ainsi, le peuple s'est accoutumé au fil des siècles à l'absolutisme royal et aux privilèges de la noblesse. Il en est venu à accepter sa propre position subalterne comme normale, assimilant la vision du monde imposée par le roi et les aristocrates.

C'est ce que Sieyès dénonce sous le nom de « préjugé » : une injustice qui acquiert la force de l'habitude, qui s'adosse aux siècles écoulés pour se justifier en tant que tradition. Comme si le seul fait d'exister depuis longtemps était, pour un régime ou une loi, une preuve suffisante de sa valeur et de son caractère éternel. À ces préjugés, aux coutumes et usages acceptés machinalement, il oppose la raison, unique source d'un ordre sociopolitique apte à satisfaire les exigences de liberté. Surnommé le « Descartes de la politique »⁷ du fait de sa volonté de faire ainsi table rase du passé pour tout réinventer, Sieyès incarne l'esprit constructiviste de la Révolution française : la force de l'homme réside dans sa capacité à bâtir le meilleur régime possible sans se plier à ce qu'il reçoit des générations précédentes ; il est toujours possible de reconstruire la société, d'en fonder une nouvelle, et les individus ne doivent pas être prisonniers des mentalités et institutions que leurs ancêtres ont instaurées.

Cet état d'esprit typique des Lumières, qui postule que l'homme n'est libre que s'il décide lui-même des règles auxquelles il obéit, prend chez Sieyès une dimension toute particulière dans le domaine constitutionnel. En effet, les passages les plus influents de *Qu'est-ce que le Tiers État ?* dévoilent la nature contestable et malléable des institutions. Ils invitent les citoyens à user du pouvoir constituant, qui est celui de faire et défaire à volonté les lois qui organisent

l'État : une constitution n'est pas un texte sacré, immuable et intouchable, et le peuple a le droit de la modifier s'il le juge nécessaire. Autrement dit, il est toujours possible de détruire l'ordre institutionnel existant pour en édifier un nouveau à partir de principes plus rationnels et plus justes. Exhortant ses lecteurs à rompre avec le passé, avec les traditions désuètes et les vieilles institutions absolutistes issues du Moyen-Âge, Sieyès est alors le principal théoricien de la rupture révolutionnaire avec l'Ancien Régime.

Cette réticence envers la tradition est un élément clé de la pensée anarchiste du XIX^e siècle. Chez Reclus, l'émancipation est le corollaire de l'irrespect envers les croyances du passé. Selon cet auteur les sociétés immobiles, figées dans leurs rites, sont incapables de susciter la liberté⁸. De même, pour Kropotkine, c'est en se délestant des préjugés religieux et politiques que les hommes se réveillent du sommeil dans lequel ils plongent régulièrement. Ils rompent avec la morale archaïque inculquée dès l'enfance et inventent de nouvelles façons de penser⁹. Han Ryner, pour sa part, considère que l'individu insoumis ne s'appuie sur aucun dogme ou tradition pour interpréter le monde et agir¹⁰. Tous s'accordent sur le refus de concéder une autorité aux idoles du passé. Détruire et reconstruire : c'est pour eux le geste anarchiste inaugural par lequel les hommes se libèrent. Et cette valorisation de la table rase intellectuelle et institutionnelle trouve en Sieyès l'un de ses précurseurs modernes.

Il n'est d'ailleurs pas étonnant que la pensée contre-révolutionnaire et conservatrice ait fait de lui sa cible privilégiée. C'est en le visant presque explicitement que Edmund Burke publie en 1790 ses *Réflexions sur la Révolution de France*. Dans ce pamphlet, il cherche à réhabiliter la tradition et les préjugés, les présentant comme une forme de sagesse accumulée siècle après siècle. Les hommes ne sauraient la rejeter sans risques et doivent au contraire s'y soumettre avec la plus humble déférence. Afin de sacraliser la monarchie et la hiérarchie sociale propre au système aristocratique, Burke nie la capacité d'une génération d'individus à construire de toutes pièces un nouvel ordre sociopolitique. Face à la complexité de la société, mieux vaut renoncer à la changer et l'accepter telle qu'elle est. Cette idée est l'envers presque symétrique de la pensée sieyèsienne, mais pas seulement : c'est la possibilité même de rompre avec le passé pour mener à bien une révolution qui est ici contestée¹¹.

Mais si Sieyès, de ce point de vue, est une figure riche d'enseignements pour les anarchistes, il n'en va bien sûr pas de même pour tous les aspects de son œuvre. Or, comprendre les limites qu'il impose au processus révolutionnaire est tout aussi instructif. D'abord, parce qu'il oublie d'inclure des préjugés de taille dans sa critique : la propriété privée, définie comme un droit naturel – donc placée hors de portée de la contestation – et l'État lui-même, que jamais il ne remet en cause¹².



L'apport de l'anarchisme du XIX^e siècle fut alors d'étendre la table rase à ces deux idoles. De plus, il adopte après la Terreur une attitude plus conservatrice. Son obsession est de stabiliser les institutions afin d'éviter de nouveaux bouleversements. Sous le Directoire, il ne s'agit plus de faire la révolution mais de l'empêcher. Pour cela, la République doit apparaître sacrée et intouchable aux yeux du peuple et se transmettre comme une tradition.

C'est là que les anarchistes quittent Sieyès. Une société conforme à nos valeurs ne saurait être aussi immobile, assoupie dans ses habitudes, que celles que dénoncent Reclus ou Kropotkine. Sous peine de se trahir, une révolution anarchiste ne peut avoir comme objectif de fonder une nouvelle tradition ou de livrer, clé en main, un ordre sociopolitique immuable aux générations futures. Ce serait leur interdire d'user de la capacité critique de rejet du passé, de destruction et de reconstruction, qui est l'essence de la liberté. Ce serait nous ranger du côté de Burke : nous faudra-t-il instaurer le culte des ancêtres ou le respect religieux des pères fondateurs et de leur œuvre ? Ce que nous suggère Sieyès, avec ses fulgurances et ses attermoissements, c'est qu'une société pleinement anarchiste sera au contraire une société qui ne s'endormira pas, qui ne se muera pas en tradition et dont les fondateurs n'auront pas le culot d'ôter à leurs enfants le droit de contester, de ne pas conserver, de défaire et de refaire.

1. C'est globalement ce qu'en pense Guérin, qui évoque très peu Sieyès si ce n'est pour signaler son appartenance à la bourgeoisie et son attachement au « libéralisme économique ». Cf. *La Lutte de classe sous la Première République*, Paris Gallimard, 1946, t. 1, p. 154.

2. Il sera d'ailleurs l'un des régicides en janvier 1793.

3. Pierre Kropotkine, *La grande révolution*, Paris, P.-V. Stock, 1909. Voir par exemple p. 58, 62 et 70.

4. Emmanuel Sieyès, *Œuvres*, vol. 1, Paris, EDHIS, 1989.

5. Alexis de Tocqueville, *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, 1953, p. 139. On a pu parler aussi d'une « déclaration de guerre civile contre l'aristocratie » (Pasquale Pasquino, *Sieyès et l'invention de la constitution en France*, Paris, Odile Jacob, 1998, p. 54).

6. Sieyès est fasciné par le mécanisme antique de l'ostracisme, par lequel les démocrates athéniens chassaient de la Cité ceux qu'ils jugeaient dangereux.

7. Paul Bastid, *Sieyès*, Paris, Hachette, 1970, p. 293.

8. Élisée Reclus, *L'Anarchisme*, Paris, Mille et une nuits, 2009.

9. Pierre Kropotkine, *La Morale anarchiste*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

10. Han Ryner, *Petit manuel individualiste*, Paris, Allia, 2010.

11. Il est logique que Burke ait inspiré les thèses néolibérales de Friedrich Hayek, qui oppose ce qu'il appelle l'ordre « fabriqué » issu des idées révolutionnaires à l'ordre « mûri » plus bénéfique qu'est selon lui le marché. Voir *Droit, législation et liberté*, Paris, PUF, 2007.

12. Concernant l'exclusion des femmes de la politique, Sieyès admettait qu'il s'agissait d'un préjugé voué tôt ou tard à disparaître. Mais il n'a pas spécialement milité en ce sens.

François Béranger, un cri libertaire d'actualité

Agnès Pavlowsky

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Une voix contestataire

Chansonnier – se définissant ainsi –, protestataire emblématique des années 1970, François Béranger, chanteur libertaire, a disparu voilà dix ans. Boudé par les médias, il remplissait les salles d'un public fidèle partageant ses colères contre les injustices. Avec des mots simples, une musique aux accents rock, blues, parfois latino-américains, un langage parfois cru, alliant dérision, humour et tendresse, il dénonçait un système qui exploite et broie. À ceux qui le défendaient, il clamait : « Vous n'avez pas ma fleur, celle qui me pousse à l'intérieur... » Face à l'inertie, il se demandait : « Quand allons-nous cesser d'être témoins. »

De sa voix grave, il nous parlait des laissés-pour-compte, des opprimés. Ses expériences, son regard aiguisé sur le monde, ses révoltes, ses convictions libertaires l'inspiraient. Ses coups de gueule faisaient simplement du bien à ceux luttant pour une société égalitaire. En toute humilité, il leur disait : « Si poète il y a, c'est dans les combats qu'il se trouve, dans les combats des p'tits matins, dans les lendemains qui déchantent. »

Héritier des combats des ouvriers

Issu d'un milieu ouvrier, François Béranger est né le 28 août 1937 à Amilly, dans le Loiret. Son enfance à Suresnes, dans la banlieue ouest de Paris, est d'abord celle d'un fils d'ouvrier tourneur aux usines Renault-Billancourt et d'une mère couturière. La famille a du mal à joindre les deux bouts ; son sort s'améliore, le père dirigeant un centre de jeunesse : elle s'installe à Boulogne.

Ce père, chrétien, est résistant durant l'occupation nazie. Il fait passer dans la zone sud des enfants juifs. C'est aussi un syndicaliste actif. À la Libération, il est élu député de la Nièvre du Mouvement républicain populaire (MRP). Son parcours a marqué son fils François.

À travers ses textes, le fils porte aussi la voix du père, même s'il ne partage pas tous ses points de vue. Lui, le libertaire, est contre un système de dirigeants, élus ou non. Dans sa chanson *Magouilles Blues*, il dénonce le jeu de dupes des élections. Pour lui, l'État, « c'est ce grand truc mystérieux qui fait que les gens ne sont pas heureux ». Il n'a pas participé à la fête de l'élection de

François Mitterrand, en 1981, pensant à l'affirmation de Louise Michel : « Le pouvoir est maudit. »

Étant passé lui-même par l'usine, il est sensible à ce que vivent les prolétaires auxquels il est attaché, comme en témoigne son *Internationale* :

« Pendant l'été soixante et onze,
après une boucherie sans nom,
un vieux militant communiste
écrivit cette chanson.

Ça nous semble aujourd'hui bien ringard
de chanter ainsi ses idées. C'est dans le sang qu'ils tra-
çaient leurs mots ;
et de leurs mots
naissait l'espoir. »

En effet, bien que réussissant ses études, et encouragé par ses parents à se cultiver, l'adolescent choisit, à 16 ans, de travailler chez Renault. Là, il prend conscience des inégalités liées à la naissance et perpétuées par la société.

Il a la chance de pouvoir s'extirper de l'usine. Ayant pris goût, dans sa famille, aux chants, il intègre, avec des amis, la Roulotte, une troupe itinérante aux modalités d'expres-

sion multiples. Les lieux de spectacle sont à l'image de sa sensibilité et de ses révoltes : prisons, villages, cités de banlieues, maisons de retraite...

De la guerre d'Algérie à Mai 68

La guerre d'Algérie marque un point d'arrêt. En 1958, à sa majorité (21 ans), il est affecté dix mois à Berlin ; puis il passera dix-huit mois en Algérie, aux transmissions. Durant sa seule permission, il se marie. Avec sarcasme, il remercie l'armée « pour m'avoir ouvert les yeux sur la réalité du monde ».

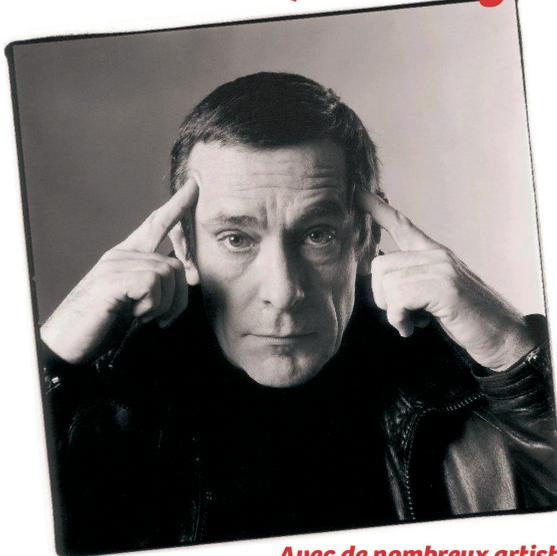
À son retour, il est paumé, traumatisé. Ceux qui avaient été plongés dans cette horreur guerrière pouvaient emprunter ses mots : « Quand on me relâche, je suis vidé, je suis comme un petit sac en papier. » La naissance de sa fille Emmanuelle le remet sur pieds.

Après un nouveau mais rapide passage chez Renault, il obtient un poste à l'ORTF (ancêtre de l'audiovisuel public) et s'essaie à différents métiers de la radio et de la télévision. Mais, face aux événements politiques, après le

vingtième THEATRE
LIVRE THEATRE DU JOUEUR DIRECTEUR CASAL MATHIEU
7 RUE DES PLATRIERES 75020 PARIS. TEL : 01 48 65 97 90. METRO MENILMONTANT

Hommage à François Béranger

Eh dis donc, Béranger !



Avec de nombreux artistes...

LUNDI 30 SEPTEMBRE 2013 À 20 H





Jeudi 19 septembre

10:00 > 12:00 **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

18:00 > 19:30 **Si vis pacem.** Émission antimilitariste de l'Union pacifiste de France.

19:30 > 20:30 **Askatasunak!** Actualité politique en Euskal Herria (Pays Basque).

Vendredi 20 septembre

09:30 > 11:00 **For a Few Sixties More.** Une presque spéciale calyspo-mento pour faire revenir le soleil et réchauffer nos luttes.

14:30 > 16:00 **Les Oreilles libres.** Nous recevons Frédéric Blondy et Eglantine de Boissieu, codirecteurs du festival des musiques affranchies Crak.

21:00 > 22:30 **Les Amis d'Orwell.** Émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Samedi 21 septembre

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale.** La Grange aux belles, Maison des syndicats, 1906-1989 avec Joël Biard.

Dimanche 22 septembre

15:30 > 17:00 **La Plume noire.** Nos nouveautés éditoriales anarchistes.

Lundi 23 septembre

16:00 > 18:00 **Trous noirs.** Patricia et Marc, qui ont organisé cet été les premières Reclusiennes, évoquent cette aventure.

Mardi 24 septembre

18:00 > 19:30 **Ideaux et débats.** Nous retrouverons, en direct, Véronique Olmi pour son roman intitulé *La Nuit en vérité*.

Mercredi 25 septembre

10:30 > 12:00 **Blues en liberté.** Émission musicale blues.

18:30 > 20:30 **Femmes libres.** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

20:30 > 22:30 **Ras les murs.** Pour l'abolition de la prison.



choc de la guerre d'Algérie, des chars soviétiques à Bratislava, mai 1968 vient titiller ses espoirs.

Le libertaire, l'homme intègre, n'aime pas les amalgames tels que «CRS-SS». Les SS, il sait ce qu'ils ont été. Toutefois, porté par ce printemps dont il partage les aspirations, il ressort sa guitare et compose, prêtant ainsi ses mots aux contestataires. Un ami remet une de ses cassettes à la directrice artistique de CBS. Et, en 1969, il sort son premier 45 tours, *Tranche de vie*. Il y évoque toute l'absurdité d'une vie tracée de prolétaire, de l'enfance à la prison, mêlant à sa trajectoire celles d'autres humains. Il exprime le manque de liberté ressentie par la jeunesse. En 1973, il préfère une petite maison de production, moins commerciale, l'Escargot; puis, peu de temps chez RCA, il s'autoproduit.

Des mots pour dire les maux

Durant les années 1970, toute une génération voit en lui un porte-parole. Il chante «ce qu'il a sur le cœur» et «comme on a les mêmes choses sur le cœur», on est nombreux à remplir ses salles de spectacle, dans les fêtes politiques de gauche, dans les comités ouvriers, lors du soutien à Libération, ancienne formule. Avec son humour corrosif, il parle de la misère, du colonialisme, de l'exclusion, de la famine, dénonçant l'univers du fric, l'égoïsme, la société de consommation, le racisme. Ses paroles touchent les soixante-huitards en deuil du changement social qu'ils avaient espéré et tous ceux engagés dans des luttes. Durant cette période, il enregistre quatorze disques et fait une centaine de concerts par an.

Après douze années sur les routes, il s'interrompt sept ans. Il reprendra de manière épisodique en 1989. En 2001, il sort un album *Profiter du temps*, titre prémonitoire puisqu'il

décède le 14 octobre 2003. Peu avant sa mort, il enregistre un album consacré au répertoire de Félix Leclerc.

Ces textes n'ont, malheureusement, pas pris une ride. Comme lors d'un concert en 1998, Il pourrait encore avoir honte que sa chanson sur les immigrés, les sans-papiers – *Mamadou m'a dit* –, écrite en 1976, soit toujours d'actualité. Nous pouvons encore nous insurger : «On a pressé le citron, on peut jeter la peau. [...] Ils ont froid à la peau et encore plus au cœur. Là-bas, c'est la famine et ici la misère. Et comme il faut parfois manger et puis dormir dans les foyers taudis, on vit dans le sordide. [...] Et puis un jour la crise nous envahit aussi. Qu'on les renvoie chez eux.»

En 1982, un an après la victoire des socialistes, n'ayant jamais pensé qu'ils réduiraient les inégalités, il chante : «Le changement, c'est quand?» Une question qui nous taraude...

Et, sous un gouvernement socialiste, nous pouvons fredonner : «Je vois dans le filigrane de la vieille photo jaunie, derrière vos vieilles bécanes, défiler tous vos acquis. Toutes les générations, têtues, jamais vaincues, leurs luttes contre l'oppression, le Front popu, la Sécu. Mais la photo s'obscurcit. Vos victoires sont bafouées. Le monde regarde, suffoqué, revenir la barbarie. En avant pour le grand bond en arrière!»

Aujourd'hui, de sa «grosse voix», il chanterait encore contre la misère et contre le discours dominant qui veut nous faire croire qu'il n'y a plus de classes sociales. Il s'inquiéterait de la passivité ambiante et appellerait, encore, à la révolte... **A. P.**

Le coffret anthologie *Le vrai changement, c'est quand?* avec DVD et livre (uniques documents sur François Béranger) et concert à Lille, en 1998, sortira à nouveau en novembre prochain.



Hors-série n° 51

AGENDA

Vendredi 20 septembre

Paris XI^e

19h30. Soirée vidéo. Projection du film adapté du roman de Georges Orwell: *1984*. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 21 septembre

Besançon (25)

17 heures. Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste organise un pot de rentrée, un concert avec les Fées minées à 19 heures et une conférence avec des anarchistes tunisiens sur le thème «Anarchisme et révolution en Tunisie», à 21 heures. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Paris XI^e

16h30. Rencontre-débat avec René Berthier, auteur du livre *Études proudhoniennes*, tome II. *La propriété* (Éditions du Monde libertaire). Cet ouvrage est le second volet d'une recherche qui vise à mettre en relief la pensée originale et innovante d'un auteur qui a été occulté par l'hégémonie d'un marxisme longtemps omniprésent. Il montre également les «clés» avec lesquelles on peut partir à la découverte d'un auteur certes pas toujours facile à suivre, friand de paradoxes, mais qui fut sans doute l'un des plus puissants philosophes européens du XIX^e siècle. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Mardi 24 septembre

Besançon (25)

20 heures. Projection-débat organisé par la CNT autour du film *Spezzano Albanese* sur le municipalisme libertaire. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Mercredi 25 septembre

Besançon (25)

20 heures Exposé-débat «Les esclaves en Chine et exploitation made in Europe». À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Jeudi 26 septembre

Besançon (25)

20 heures. Projection-débat sur le scandale du gaspillage alimentaire, organisée par Resto-Trottoir. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 heures La Rue rôle continue son cycle consacré au féminisme avec la projection d'un documentaire sur les dominations masculines suivi d'un débat. 29, rue Pasteur.

Vendredi 27 septembre

Besançon (25)

20h30. Conférence avec Jean-Pierre Garnier, «L'embourgeoisement des vieux quartiers populaires de centre-ville ou gentrification». Organisée par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Paris XVIII^e

19h30. Conférence animée par Simon Luck à la bibliothèque La Rue. Les anarchistes et les élections: l'anti-électoratisme fait partie de l'identité du mouvement anarchiste, qui s'est historiquement construit dans le rejet des partis et des élections. Mais ce rejet est-il aussi absolu qu'il y paraît? Retour sur une théorie... et des pratiques. 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite.

Samedi 28 septembre

Besançon (25)

De 10 heures à 18 heures. Atelier cuisine végétalienne organisé par Resto-Trottoir. Rdv à 10 heures ou 14 heures précises devant le 42, rue Battant.

Dimanche 29 septembre

Besançon (25)

À partir de 12h30. Repas végétalien et à prix libre. Place Marulaz. Zone de gratuité et infokiosque.

Les 26 et 27 septembre

Tours (37)

Colloque international «Autorité et liberté: l'anarchie et le problème du politique». Bibliothèque universitaire de Tours, 3, rue des Tanneurs, 5^e étage. Entrée libre.

Les 28 et 29 septembre

Merlieux (02)

Salon du livre anarchiste. Cette année pour les dix ans du Salon et les quarante ans de présence libertaire dans le village, le groupe Kropotkine fait son salon sur deux jours et doublera l'espace par rapport aux éditions précédentes. Salon du livre avec de nombreux auteurs et éditeurs, débats, concerts... Le programme est disponible sur internet: kropotkine.cybertaria.org



Salon du Livre Anarchiste Forum Social Libertaire

Du samedi 28 septembre (14h)
au dimanche 29 septembre 2013 (20h)

MERLIEUX
(Aisne)



Impimere 34, Toulouse

En direct sur Radio Libertaire 89.4 Mhz (Paris)
ou <http://rl.federation-anarchiste.org>

Groupe Pierre Kropotkine - Fédération Anarchiste

Athénée Libertaire - 8, rue de Fouquerolles - 02000 Merlieux - Tel 03 23 80 17 09 - <http://kropotkine.cybertaria.org>